



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Niger

PROJET DE PETITE IRRIGATION RUWANMU

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 11 au 27 novembre 2013
Date du document: 12/12/2013
No. du Projet: 877-NE/ESP 14-NE/C-1390-NE
No. du rapport: 3250-NE

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C.	Produits et effets	5
D.	État d'avancement de l'exécution du projet	14
E.	Aspects fiduciaires	17
F.	Durabilité	20
G.	Autres	21
H.	Conclusion	22

Liste des tableaux

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante
Tableau 5C: Décaissement par source de financement

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	23
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	26
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	28
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	34
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	36
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	39
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	40

Sigles et acronymes

AGR	Activité Génératrice de Revenus
AGRYMET	Agro-Hydro-Météorologie
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BI	Boutique d'Intrants
CC	Centre de Collecte
CDAP	Comité Départemental d'Analyse des Projets
CEP	Champs Ecoles Paysans
CEPM	Champ Ecole Paysan Maraicher
CNC	Cellule Nationale de Coordination
COGES RN	Comité de Gestion des Ressources Naturelles
CP	Comité de Pilotage
CR	Commune Rurale
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CRC	Cellule Régionale de Coordination
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DG	Directeur Général
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DGH	Direction Générale de l'Hydraulique
DPD	Demande de Payement Direct
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRF	Demande de Remboursement des Fonds
EPTIN	Etude du Potentiel des Terres Irrigables du Niger
F3I	Fonds pour les Investissement des Initiatives et Innovations
FFE	Fonds Fiduciaire Espagnol
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GATE	Groupe d'Assistances Techniques et d'Etudes
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIPP	Gestion Intégrée des Plantes et des Pestes
GSC	Groupements de Service Conseil
HC/3N	Haut-Commissariat à l'initiative les Nigériens Nourrissent les Nigériens
I3N	Initiative les Nigériens Nourrissent les Nigérien
IARBIC	Intensification de l'Agriculture par le Renforcement des Boutiques d'Intrants Coopératives
INS	Institut National de la Statistique
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MAG	Ministère de l'Agriculture
MER	Micro-Entreprise Rurale
MP	Micro-Projet
MP/AT/DC	Ministère du Plan, de l'Aménagement et du Développement Communautaire
NIG18	Projet de la Coopération Luxembourgeoise
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement international
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OP	Organisation de producteurs
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PASR	Programme d'Appui au Secteur Rural
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PFN	Programme Niger FIDA
PI	Petite Irrigation
PIRAM	Projet d'Infrastructure rurales et d'Accès aux Marchés
PMERSA/MTZ	Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les régions de Maradi Tahoua et Zinder
PP	Pratiques Paysannes
PPILDA	Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
PPM	Plan de Passation des Marchés

PromAP	Projet de la GIZ
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
PUSADER	Projet d'Urgence pour la Sécurité Alimentaire et du Développement Rural
RECA	Réseaux des Chambres d'Agriculture
RECAO	Réseaux des Chambres d'Agriculture en Afrique de l'Ouest
RUWANMU	Notre eau
SCRO	Société Civile Rurale Organisée
SDR	Schémas Directeurs Régionaux
S-E	Suivi-Evaluation
SFD	Système financier décentralisé
SG	Secrétaire Général
SIG	Système d'Information Géographique
SIMA	Système d'information des marchés agricoles
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TdR	Termes de Références
TVA	Taxe sur la Valeur Ajouté
ZEP	Zone d'Encadrement Prioritaire

A. Introduction¹

1. Du 11 au 27 novembre 2013, une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est rendue au Niger pour procéder à la première supervision du Projet Ruwanmu. L'objectif général de la mission était d'appuyer les Cellules Nationale et Régionales (Maradi, Tahoua et Zinder) de Coordination du projet dans une mise en œuvre efficace et efficiente des activités après 8 mois de l'entrée en vigueur du projet et 6 mois de lancement technique des activités. De manière spécifique, la mission devait notamment: i) mesurer les progrès réalisés en termes de contribution à l'atteinte des objectifs assignés au Ruwanmu; ii) assurer la poursuite efficace des activités techniques et financières du projet; iii) identifier des actions permettant de continuer à renforcer les acquis et corriger les insuffisances identifiées; iv) faire une analyse globale du Projet sous les angles de montage institutionnel et du fonctionnement; et v) formuler des recommandations et propositions pertinentes et faisables pour la suite du projet.

2. A Niamey, la mission a rencontré M. Illa Djimrao et Dr Dagna Moumouni, respectivement Secrétaire Général (SG) et SG Adjoint (SGA) du Ministère de l'Agriculture (MAG), et M. Oumarou Oussoumane, Directeur du Plan et des Programmes au Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MP/AT/DC). Elle a tenu des séances de travail avec la Cellule nationale de coordination (CNC) pour faire le point sur l'état de l'exécution du plan de travail et budget annuel (PTBA) 2013 et la préparation du PTBA 2014. La mission s'est ensuite rendue dans la zone d'intervention du projet où elle a rencontré M. Kalla Moutari, Gouverneur de la région de Zinder, M. Mahamane Sidi Koutaye, Secrétaire général adjoint de la région de Maradi, et M. Abdou Kadri, Deuxième Vice-Président du Conseil régional de Tahoua. Elle a visité des réalisations du *Ruwanmu* dans les communes de Keita, Tabalak et Tamaské (Tahoua), Djirataoua, Madarounfa, Ourafane et Safo (Maradi), Bandé, Doungou, Guidiguir, Guidimouni et Mirriah (Zinder). Des pistes rurales et ouvrages hydrauliques construits/réhabilités par le PUSADER ont également été visités par la mission. Au cours de ces visites, la mission a eu des échanges avec les autorités coutumières, les préfets, les maires et les bénéficiaires.

3. Dans les trois régions, la mission a tenu des séances de travail spécifiques avec les cellules régionales de coordination (CRC), les services techniques déconcentrés, les chambres régionales d'agriculture (CRA) et d'autres partenaires d'exécution du projet, notamment les groupements de services conseils (GSC) impliqués dans la mise en place des champs écoles paysans maraîchers (CEPM). Après les visites de terrain, la mission a fait une première restitution de ses constats et recommandations aux équipes nationale et régionales du projet. Au retour à Niamey, la mission a tenu une séance de restitution avec le SG/HC/3N et le SGA/MAG.

4. Les principales conclusions et recommandations de la mission ont été présentées le 26 novembre 2013 au MP/AT/DC à Niamey au cours d'une réunion de restitution regroupant les membres du Comité de pilotage, les équipes de la CNC et des CRC, et les partenaires techniques et financiers du Ruwanmu.

5. La mission exprime ses sincères remerciements au Gouvernement du Niger, à l'équipe du Projet, aux autorités locales, aux partenaires du projet et aux bénéficiaires rencontrés pour la qualité des échanges et leur disponibilité.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

6. L'objectif global du Projet Ruwanmu est d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder et son objectif de développement est d'augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux (455 300 personnes) dans les 30 communes

¹ Composition de la mission: L'équipe FIDA était composée de M. Damien Ngendahayo, Chef de mission, M. Thierry Lassalle, agroéconomiste, Mme Lisa Hubert, économiste, M. Maladho Barry, ingénieur du génie rural, M. Henri Loze, agroéconomiste et ingénieur du génie rural, M. Mika Manga, ingénieur du génie rural, et M. Papa Alioune Mbaye, expert en gestion fiduciaire. La partie gouvernementale était composée de M. Abdou Chaibou, Conseiller technique au MAG, Chef de mission, M. Amadou Bachir, Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC/I3N), Mme Marou Salamatou Hassane, DEP/MAG, M. Elhadj Mahaman Tassiou Sani, DGGR/MAG, M. Maïnassara Amadou, MP/AT/DC, M. Boubacar Boureima, DGRR/Ministère de l'Équipement, et M. Seyni Souley, Chargé des programmes/RECA. Le coordinateur du Groupe d'Assistance Technique et d'Études (GATE) du Programme FIDA au Niger, M. Moustapha Malam Kimé, et deux des assistants, Mme Moutar Ramatou et M. Abdoulaye Soumana Karimou faisaient partie intégrante de la mission. M. Vincenzo Galastro, Chargé de portefeuille du FIDA pour le Niger s'est joint à la mission du 12 au 27 novembre

identifiées. Le projet est structuré en trois composantes: (i) la composante 1 **“Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation”(16 844 600 USD)** qui vise l’augmentation durable de la productivité des systèmes d’irrigation à travers 2 sous-composantes (« gestion durable des ressources hydriques et foncières » et « renforcement des capacités de production, de post-récolte et de commercialisation »); (ii) la composante 2 **“Développement d’infrastructures économiques”(5 623 300 USD)** qui renforce les aspects de la composante 1 à travers des infrastructures en aval de la production (pistes rurales, plateformes de collecte et comptoirs de commercialisation); et la composante 3 **“Coordination et gestion du Projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et dialogue politique” (3 184 500 USD)** dont l’objectif est de mettre en place les mécanismes permettant de planifier, coordonner, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du Projet.

7. La durée d’exécution du projet qui est entré en vigueur le 19 février 2013, est de 5 ans, son achèvement est prévu pour le 30 mars 2018 et la clôture le 30 septembre 2018. Le coût total du Projet, imprévus physiques et financiers inclus, est estimé à 11,5 milliards de FCFA soit 25,6 millions de USD. Le projet est financé par: (i) un prêt de 14 millions d’euros du Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE) pour la sécurité alimentaire équivalent à 18,76 millions USD (73,1% du coût total); (ii) un prêt de 1,7 million de dollars du FIDA (7% du coût total); (iii) un don du FIDA de 1 million de USD (3,9% du coût total); et (iv) la contribution du gouvernement sous forme de taxes et de droits de douane pour un montant de 4,1 millions de dollars (16% du coût total).

8. **Pertinence.** Le Projet s’insère dans quatre des cinq axes stratégiques de l’I3N (axes 1, 2, 3 et 4: accroissement et diversification des productions; approvisionnement des marchés; amélioration de la résilience des populations, particulièrement les plus vulnérables; et amélioration de l’état nutritionnel des nigériens). En s’intégrant à l’I3N, le projet s’insère tout aussi bien dans la Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015, cadre national d’orientations politiques et stratégiques, et dont l’I3N constitue la troisième axe. Par ailleurs, les infrastructures prévues dans le cadre du Ruwanmu (pistes, marchés) sont en cohérence avec les politiques sectorielles et répondent aux besoins des populations. En particulier, les pistes identifiées font partie intégrante du schéma directeur des pistes, élaboré dans un cadre de concertation impliquant les services publics concernés, les projets FIDA et d’autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

9. **Efficacité.** Au 31 octobre 2013, les activités prévues dans le PTBA 2013 du Ruwanmu ont été réalisées à 53% (38% pour la composante 1; 50% pour la composante 2 et 66% pour la composante 3). En prenant en considération les activités planifiées en novembre et décembre, le taux d’exécution physique pourrait atteindre 80% en fin d’année. Ceci est reflété par un taux d’exécution financière du PTBA 2013 de 57% au 31 octobre 2013 (y compris les engagements) et un taux prévisionnel d’exécution financière au 31 décembre estimé à 70%.

10. Dans le cadre de la préparation du futur Programme d’appui à l’agriculture familiale, la mission note avec satisfaction que l’intégration des « chantiers » communs PASADEM/Ruwanmu connaît une évolution satisfaisante. Ces chantiers comprennent notamment les pistes, le développement des marchés et bassins de production, le suivi et évaluation (S&E), la communication, le genre, et la finance rurale. Les chantiers communs contribuent significativement à l’amélioration de l’efficacité générale du Projet. Leur intégration sera reflétée dans les PTBA 2014 du PASADEM et du Ruwanmu. A cet effet, les deux projets prévoient d’organiser fin novembre un atelier de mise en cohérence de leur PTBA 2014 regroupant les acteurs clés impliqués dans l’exécution du PASADEM et du Ruwanmu.

11. **Efficience.** Le montant des fonds déjà décaissés au 31 octobre 2013 s’élève à environ 3,7 millions USD, soit un taux de décaissement de 14,56%. Il convient cependant de noter que 82% de ce montant (3 millions USD) représente l’avance initiale. L’analyse des dépenses par catégorie indique qu’à ce jour les dépenses de la catégorie « salaire et coût de fonctionnement » représentent environ 20% des dépenses globales du PTBA 2013 alors qu’elles devraient représenter 7,5% du budget. La réalisation des investissements de la catégorie « génie civil et rural » n’a pas encore démarré, ce qui explique en grande partie le déséquilibre actuel entre les dépenses de fonctionnement et les investissements.

12. **Effets et impacts.** En moins d’une année de l’exécution du Projet, il est encore précoce de mesurer les effets et impacts du Ruwanmu. A court et moyen terme, les effets et impacts attendus de l’intervention du projet portent sur: i) le renforcement des capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique, ii) l’augmentation de la productivité des surfaces irriguées, iii) l’amélioration de

l'acheminement des produits issus de la petite irrigation et de leur commercialisation, iv) l'augmentation des revenus des ménages ciblés, et v) l'amélioration de leur sécurité alimentaire.

13. Progrès réalisés. Les progrès significatifs réalisés depuis la dernière mission d'appui à la mise en œuvre (juillet 2013) incluent: i) le recrutement des opérateurs d'appui conseil (dix GSC/ONG) pour la petite irrigation à travers les champs écoles paysans maraichers; ii) la signature de conventions de partenariat avec le RECA et les CRA et l'élaboration en cours d'une démarche méthodologique pour la mise en place et l'animation des Associations des Usagers de l'Eau (AUE); iii) la formation des partenaires d'exécution (GSC/ONG, CRA, STD, SG des communes) sur le suivi évaluation et le ciblage; iv) la finalisation en cours du code de financement des microprojets (MP); et v) l'identification et validation des tronçons de pistes qui seront financés par le projet.

14. La mission a noté avec satisfaction que les équipes nationale et régionales du Projet et les autres parties prenantes de l'exécution maîtrisent bien la philosophie, les objectifs et la stratégie de mise en œuvre du Ruwanmu axés sur la gestion durable des systèmes de petite irrigation, qui diffèrent significativement du PUSADER conçu dans le contexte de l'urgence liée à la crise alimentaire avec une subvention totale des activités. Elle a également noté que les GSC/ONG et CRA opérationnels sur le terrain ont une bonne compréhension des termes de référence de leurs contrats. Toutefois, ils ont besoin d'une bonne coordination et d'un accompagnement ponctuel par des professionnels pour livrer un produit de qualité. Le nouveau dispositif de coordination du Ruwanmu au niveau national et régional prend en compte cette préoccupation.

15. Petite irrigation. Au cours de la première année d'intervention, le projet s'est surtout investi dans des activités préalables à la réalisation des investissements physiques (aménagements des bassins versants et petite irrigation). Ces activités comprennent (i) les études sur les bassins versants (en cours de finalisation); (ii) la contractualisation des partenaires d'exécution (GSC, RECA/CRA) pour la petite irrigation et l'animation/accompagnement des AUE; (iii) l'identification des zones d'encadrement prioritaires (ZEP) et des sites de production maraîchères. Afin de mener à bien les activités et atteindre les objectifs des investissements prévus au PTBA 2014 (**755 ha** de bassins versants et **550 ha** de petite irrigation), le Ruwanmu devrait finaliser rapidement le code de financement des MP et accélérer les procédures d'approbation des MP et d'acquisition des financements y relatifs afin que les travaux démarrent au plus tard en mars/avril 2014. Le coût des investissements prévus au titre de la petite irrigation représente 48% du budget global du projet. Il importe donc de réaliser rapidement ces investissements pour l'année 2014.

16. Renforcement des capacités. La mission note avec satisfaction que, dans les trois régions de Maradi, Tahoua et Zinder, le renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation se concrétise autour des cinq priorités stratégiques du renforcement de la société civile rurale organisée (SCRO) du programme au Niger du FIDA (PFN) dans les domaines de (i) la solidarité sociale et de la production (jardins de case, binômes d'équipement d'irrigation), (ii) l'appui conseil en maraîchage et petite irrigation (60 CEPM en cours), (iii) des services marchands d'appui à la production (coopératives/ fédérations régionales gérant boutiques d'intrants et centre de collecte), (iv) de la gestion des infrastructures économiques et des ressources naturelles (GIE, AUE, COGES RN, Brigades routières) et (v) du dialogue politique régionale (CRA) et national (RECA, forum paysan).

17. La mission constate que le projet Ruwanmu intervient dans 30 communes au sein desquelles se déploient selon une logique de continuité territoriale, des bassins versants alimentant en eau des bassins de production qui concentrent leurs débouchés vers des pôles de collecte eux-mêmes rattachés à des pôles de développement économiques ouverts sur les marchés urbains et internationaux, grâce à un réseau amélioré de pistes rurales. La mission note avec satisfaction que les CRC, avec l'appui conceptuel de la CNC, coordonnent les interventions en ingénierie sociale et en ingénierie civile pour que les acteurs organisés puissent, par une gestion saine et un management professionnel assurer leur durabilité.

18. Infrastructures. La composante « développement d'infrastructures économiques » connaît un début d'exécution satisfaisant avec une identification/validation avancée des pistes à réhabiliter ou à construire et l'initiation du processus de concertation autour des infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation. Le Ruwanmu mettra à profit toute la synergie instaurée entre les projets et qui se concrétise au niveau des chantiers communs du programme (schémas régionaux de pistes rurales, bordereaux des prix unitaires et élaboration cartographique). Les leçons apprises lors

de la mise en œuvre des infrastructures du PUSADER permettront d'améliorer la qualité, de maîtriser les coûts et les délais.

19. Réajustement du dispositif de coordination du projet. Suite à la décision de séparation du dispositif PAC/Banque mondiale et celui du Ruwanmu/FIDA approuvée par le Gouvernement du Niger et le FIDA ainsi que la prise en charge des nouvelles opérations (PIRAM², OFID+), la mission a appuyé le Projet dans le réajustement du dispositif de coordination du Ruwanmu au niveau national et régional. Les réaménagements apportés au dispositif existant ont pour finalité de: i) renforcer le personnel technique des CRC en intégrant dans les équipes du Projet de nouvelles compétences (renforcement des capacités de production, développement des marchés, renforcement des OP, etc.) destinées à contribuer à l'atteinte des résultats attendus du PTBA 2014; et ii) anticiper l'évolution harmonieuse du PASADEM et du Ruwanmu vers une approche programme. *Le redéploiement du personnel en place dans les projets FIDA sera privilégié afin de valoriser les ressources humaines ayant internalisé la philosophie et l'approche d'intervention du FIDA. Les procédures de recrutement du personnel additionnel tant au niveau national que régional devront être accélérées afin que le nouveau dispositif soit opérationnel au plus tard début février 2014.* La mise en place du nouveau dispositif couplée avec l'opérationnalisation du code de financement facilitera la mise en exécution des activités prévues au titre du PTBA 2014.

20. Ciblage. Les mécanismes de ciblage sont bien intériorisés par les acteurs impliqués dans la mise en œuvre, en particulier les GSC qui participent à la mise en place du ciblage participatif (auto-diagnostique/répartition par classe de vulnérabilité). Les deux groupes cibles spécifiques que constituent les femmes et les jeunes sont systématiquement pris en considération (CEPM « femmes », « jeunes », bonne représentation dans les CEPM mixtes, etc.). Le ciblage géographique intègre bien la logique de consolidation au niveau des anciens sites du PUSADER. *La mission recommande l'adoption systématique de l'approche territoriale bassins de production/pôles de développement économique pour présenter le ciblage des activités dans l'espace (cartes et dessins dynamiques versus tableau figé par communes et notions administratives).*

21. Suivi-évaluation et gestion des savoirs. Le système de SE mis en place permet de collecter et d'analyser des informations du projet portant sur: (i) son *ciblage* (données désagrégées pour les femmes et les jeunes, classes de vulnérabilité); (ii) son *efficacité* (activités mises en œuvre par rapport aux objectifs globaux et du PTBA); (iii) son *efficience* (nombre de bénéficiaires/coût de l'activité); (iv) son *impact* (enquête complémentaire sur les effets et les impacts avec groupe témoin); et (v) sa *durabilité*. Le Projet, et en particulier l'équipe de SE, devra cependant s'assurer de suivre la *logique et l'objectif d'ensemble du Projet* à travers les dynamiques d'acteurs, territoriales et économiques autour des bassins de production et des pôles de développement. Ces dynamiques sont difficilement saisissables à travers des outils quantitatifs séparant les différentes activités (fiches de collecte) ou des enquêtes ménages. *La mission recommande donc la mise en place d'outils relevant davantage de la capitalisation et de la gestion des savoirs (notes conceptuelles et techniques à publier, reportages vidéo, etc.) avec l'appui de l'équipe GATE sous la supervision des responsables SE ou techniques.*

22. Concernant la structure du SE, l'équipe devra s'assurer que les relations entre la CNC et les CRC dans le cadre du SE soient dynamiques dans leur verticalité, allant au-delà de la remontée de données des CRC pour leur consolidation au niveau national. Les équipes régionales de SE doivent pouvoir, sur la base de l'analyse de certains indicateurs et des dynamiques évoquées précédemment, orienter l'action au niveau régional où les activités sont mise en œuvre.

² Projet d'Infrastructures Rurales et d'Accès au Marché

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Produire des éléments de communication de l'approche du RUWANMU (présentation, blog, brochures...)	GATE, SE, CNC	décembre 2013
Vulgariser et partager systématiquement la logique d'approche du RUWANMU avec toutes les parties prenantes (partenaires, autorités, SCRO)	CNC, GATE, CRC	janvier 2014
Privilégier le redéploiement du personnel en place dans les projets FIDA puis accélérer les procédures de recrutement du personnel additionnel du nouveau dispositif de coordination du projet tant au niveau national que régional	CNC	immédiat
<i>Ciblage</i> : présentation / localisation systématique des activités selon la logique de bassins de production et de pôles de développement économique (PDE)	Equipe de SE, tous	immédiat et continu
<i>Suivi-évaluation</i> : Suivre et analyser les dynamiques d'acteurs, territoriales et économiques (approche <i>Ruwanmu</i>) avec des outils de gestion des savoirs	Equipe de SE et GATE	immédiat et continu

C. Produits et effets

Composante 1: Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation

Sous-composante 1.1: Accès à la gestion durable des ressources hydriques et foncières

23. **Etude d'actualisation du potentiel irrigable.** L'étude d'actualisation du potentiel irrigable est une activité essentielle dans l'esprit du projet. La DGGR coordonne un effort national d'identification du potentiel irrigable, EPTIN, à travers quatre autres projets (PromAP, NIG18, PMERSA/MTZ, PASR). En appui à cette étude que doit conduire la DGGR, des termes de références finalisés de l'étude dans les six départements de la région de Tahoua non couverts par les autres PTF *seront soumis au FIDA pour avis de non objection fin novembre 2013.*

24. Les TdR relatifs aux études complémentaires pour intégrer les neuf critères mentionnés à l'annexe 4 du document de projet et répondant aux objectifs de Ruwanmu sont finalisés. La mission recommande que ces TdR soient intégrés aux études socio-foncières prévues sur la zone du projet et devant être confiées au cabinet Géo-conseil de l'Université Abdou Moumouni Dioffo de Niamey. Ce cabinet transmettra, au plus tard le 15 décembre 2013, une note méthodologique détaillant la compréhension des TdR, à laquelle sera joint le CV de l'expert en questions foncières. La mission recommande de mentionner clairement dans les TdR qu'il s'agit de travaux spécifiques pour lesquels des institutions spécialisées de recherche sont requises afin de passer cette convention. Le projet transmettra au FIDA pour avis de non objection (i) les TdR, (ii) la note méthodologique, et (iii) le projet de convention relatif aux études complémentaires au plus tard le 30 décembre 2013 afin de pouvoir démarrer les études au 15 janvier 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Soumettre les TdR-DGGR études potentiel irrigable au FIDA pour avis de non objection	CNC	30 novembre 2013
Soumettre les TdR- complémentaires + Projet de convention pour le cabinet Géo-Conseil pour avis de non objection au FIDA	CNC	30 décembre 2013
Démarrer les études complémentaires par Géo-Conseil	CNC	15 janvier

25. **Renforcement et accompagnement de la Direction générale de l'hydraulique (DGH) et de la Direction générale du génie rural (DGGR).** Un projet de convention tripartite a été élaboré mais nécessite des précisions sur les rôles et responsabilités de chacun des partenaires. Une réunion tripartite (*Ruwanmu*, *DGGR*, *DGH*) est prévue fin novembre 2013 afin de confirmer les rôles et responsabilités des parties prenantes qui seront repris dans les TdR annexés au projet de convention tripartite. La mission approuve la requête de la DGGR pour le renforcement de ses capacités à remplir ses fonctions de maîtrise d'ouvrage dans la zone du projet (capitalisation de chantiers en cours, établissement de normes, contrôle qualité des travaux). Les TdR de cette requête sont joints au présent aide-mémoire.

26. La mission recommande d'associer les institutions AGRHYMET et IRD dès le début des études piézométriques. AGRHYMET fournira un appui pour l'interprétation des résultats piézométriques analysés par les DRH durant les études et le suivi. L'IRD fournira un appui pour l'estimation des eaux de surfaces (écoulements annuels liquides et solides) sur les différents bassins versants. Ces appuis

comprendront également la formation du personnel de la DGGR, de la DGH tant au niveau national, régional que départemental, en traitement/analyse des données piézométriques récoltées, et SIG. La DGGR devra assurer le leadership du rapportage périodique (tous les deux mois) de suivi des études en collaboration avec les autres partenaires et institutions (DGH, AGHRYMET, IRD).

27. La mission recommande la feuille de route suivante afin de réaliser les travaux pendant la saison sèche: (i) Signature de la convention tripartite au plus tard le 30 décembre 2013, (ii) inventaire, identification des lieux d'implantation des piézomètres et réalisation de DAO (finalisé au plus tard le 31 janvier 2014), (iii) le processus de passation de marchés (début février et fin mars 2014), (iv) début des travaux au plus tard le 15 avril 2014 pour être achevés fin mai 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réunion tripartite, définition des rôles et responsabilités et finalisation des TdR- annexés au projet de Convention	CNC/DGGR/DGH	30 novembre 2013
Signature du projet de convention tripartite	CNC/DGGR/DGH	30 décembre 2013
Finalisation de l'inventaire, identification des piézomètres et lieux d'implantation	DGGR/DGH	31 janvier 2014
Préparation et passation de marché	CNC	30 mars 2014
Début de réalisation des travaux piézométriques	CNC	15 avril 2014

28. **Etablissement d'Associations des usagers de l'eau (AUE).** Le RECA/CRA a commencé par l'identification, la sensibilisation et l'animation des usagers de l'eau pour l'irrigation. La structure proposée dans le cadre du Ruwanmu à l'échelle d'un bassin versant reposera sur: (i) l'autorité du bassin versant (comprenant usagers et autorités publiques), (ii) les associations d'usagers de l'eau (irrigation, élevage, domestique, industriel) subdivisées en unités territoriales³ d'exploitants des eaux.

29. Les efforts du Ruwanmu par le biais du RECA/CRA se concentreront dans un premier temps sur l'émergence d'unités territoriales d'exploitants des eaux qui pourront être localisés au niveau des cadres de concertation locaux (*hadin gwiwa* en langue haoussa) et mobiliseront dans un premier temps les dirigeants paysans des CEPM mobilisés par les GSC/ONG. La mission recommande au RECA d'élaborer un premier manuel d'accompagnement de l'émergence des AUE au plus tard le 15 décembre 2013. La mission recommande que la mare de Falki, région de Zinder, soit le site d'une unité territoriale pilote que le RECA, avec la CRA Zinder, accompagnera et consolidera durant les trois prochains mois pour tirer des leçons d'intervention dans les autres sites et amender le manuel. Ces unités territoriales pourront contribuer au prélèvement des mesures piézométriques. Les prélèvements pour l'analyse de la qualité de l'eau sont réservés aux services départementaux.

30. La mission constate que l'objectif du Ruwanmu converge avec les constats de toutes les parties prenantes (autorités administratives, traditionnelles, acteurs locaux, usagers de l'eau, etc.): «*l'eau est rare et il faut mieux la gérer*». La mission propose que des ateliers régionaux de concertation des services étatiques, des acteurs locaux, des usagers d'eau soient organisés dès que les résultats de l'inventaire et la cartographie des bassins versants sont disponibles. Ces ateliers permettront de débattre de la « *gestion durable de l'eau* » pour dégager une stratégie commune à l'échelle des bassins versants.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaboration de manuel d'émergence des AUE	RECA/CRA	15 décembre 2013
Mise en place de l'unité pilote de Falki	RECA/CRA	janvier- février – mars 2014
Ateliers régionaux de concertation des parties prenantes sur la gestion durable de l'eau à l'échelle des bassins versants	CNC/CRC/RECA/CRA	janvier – février 2014

31. **Aménagement des bassins versants.** L'étude d'inventaire des bassins versants est en cours et les rapports provisoires sont attendus au plus tard le 15 décembre 2013. La mission recommande que la réalisation des travaux démarre le plus vite possible afin d'éviter la période pluvieuse qui constitue plutôt une période de surveillance et de suivi des ouvrages réalisés surtout pour les travaux mécaniques. Selon les types d'ouvrages à réaliser, la période la mieux indiquée de réalisation commencera au mois d'octobre de l'année «n-1» jusqu'à fin mai de l'année «n».

³ L'unité territoriale correspond à un site sur lequel les exploitants dépendent d'un même point d'eau utilisée

32. Au titre du PTBA 2014, le Ruwanmu prévoit d'aménager **755 ha** de bassins versants. Pour réaliser cet objectif ambitieux en première année, la mission recommande au projet d'adopter la répartition suivante: 60% (453 ha) des activités à réaliser entre janvier et mai 2014, 40% des activités à réaliser entre octobre et décembre 2014 en mettant à profit les trois mois d'hivernage pour effectuer les passations de marchés.

33. La mission recommande la feuille de route suivante: (i) convoquer rapidement l'atelier de restitution avec les communes et les autres acteurs, au plus tard la dernière semaine de décembre 2013, (ii) procéder au recrutement des prestataires (ONG, entreprises spécialisées) chargés de conduire la réalisation technique des travaux au plus tard fin février 2014 (iii) s'assurer que le RECA/CRA accompagne les prestataires dans la gestion communautaires des sites à aménager pendant cette même période, (iv) s'assurer que les conventions avec les services financiers décentralisés (SFD), qui doivent effectuer les transferts d'argent pour le paiement de la main d'œuvre (*cash for assets*), sont finalisées. Les travaux pourraient ainsi commencer au plus tard le 15 mars 2014.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Rapports provisoires d'inventaire BV	CNC/CRC/Consultants	15 décembre 2013
Recruter les ONG spécialisées en aménagements des BV	CNC/CRC	28 février 2014
Signature des conventions avec les SFD	CNC/CRC	avant 15 mars 2014
Début réalisation des travaux d'aménagements des BV	CNC/CRC	15 mars 2014

34. **Renforcement et expansion des surfaces irriguées aménagées.** Les 113 sites pour l'irrigation ont été identifiés. L'étape suivante et urgente est de (i) procéder à la sélection des bénéficiaires, (ii) élaborer les dossiers des MP pour un ensemble des exploitants constitués en binômes.

35. Il est judicieux pour la première année d'investissement (2014), et pour éviter au maximum les difficultés éventuelles de réalisation, (i) de privilégier des sites pour lesquels les modèles⁴ M1, M2 et M3 sont convenables car plus faciles à mettre en œuvre et (ii) de privilégier les sites où les exploitants sont les mieux concentrés (généralement dans des vallées et autour des mares). Il faudra tenir compte du temps et de l'espace d'intervention: (i) certains sites pourront être exploités douze mois par an alors que d'autres sites en zones inondables ne le seront que quelques mois par an, (ii) effectuer un retro-planning des activités nécessaires à la mise en place des équipements d'irrigation à partir de la date de début de campagne maraîchère.

36. Le PTBA 2014 prévoit l'investissement de 1 100 kits de petite irrigation correspondant au développement de **550 ha**. La mission attire l'attention sur le défi que cela représente pour la première année étant donné le dispositif à mettre en place pour le financement des différents MP. La mission recommande de commencer la réalisation des travaux de la petite irrigation au plus tard 1^{er} avril 2014 afin de finir au plus tard en fin juin 2014 les forages tout en minimisant le nombre d'entreprises d'artisans foreurs.

37. Pour les **1800 ha** à consolider (700 ha-Maradi, 700 ha-Tahoua, 400 ha-Zinder/mare Falki), la mission recommande que les activités de consolidation mettent un accent particulier sur le renforcement et la formation des producteurs sur la gestion durable de l'eau.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Démarrer la sélection des 1100 binômes bénéficiaires pour les kits d'irrigation	CRC/GSC/RECA/CRA	plus tard 15 janvier 2014
Monter et approuver les dossiers des MP	CRC/GSC/CDAP	plus tard 20 février 2014
Recruter entreprises artisans foreurs et signature de contrat	CNC	plus tard 1 ^{er} avril 2014
Débuter les travaux de petite irrigation	CNC/CRC	plus tard 15 avril 2014

⁴ M1: (1 forage manuel type Tarka +1 GMP/2,5cv+100 m de réseau PVC enterré ϕ 50 mm), M2 (1forage manuel type Tarka +1 GMP/3,5 cv+100 m de réseau PVC enterré ϕ 63mm), M3 (1forage manuel avec pré tubage +1 GMP/2,5cv+100 m de réseau PVC enterré ϕ 50 mm)

Sous-composante 1.2: Renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation

Volet 1.2-A: Renforcement des capacités de production

38. **Augmentation des rendements des cultures maraîchères.** L'activité consiste à la mise en place de champs écoles paysans maraîchers (CEPM) permettant aux producteurs d'améliorer leurs pratiques pour augmenter la productivité de leur travail. Le CEPM est un lieu permettant aux producteurs de pratiquer une gestion intégrée des plantes et des pestes (GIPP) en comparant avec leurs pratiques paysannes (PP) et d'opérer des choix concertés qu'ils adopteront dans leurs exploitations respectives.

39. Des contrats de mise en œuvre ont été signés avec dix partenaires d'exécution sélectionnés sur la base de TDR et de compétences reconnus. Soixante CEPM ont été établis dans les sites de production répartis dans dix Zones d'Encadrement Prioritaires (ZEP) définies par le projet. Les ZEP ne correspondent pas automatiquement à des logiques de bassins de productions et ne constituent qu'une répartition homogène des sites entre opérateurs techniques. Contrairement au concept de bassins de production/pôle de développement économique, ils ne peuvent constituer un espace structurant.

40. Les CEPM sont aussi des cadres d'échanges entre paysans-maraîchers. Les CEPM sont conçus comme des lieux d'échanges qui doivent être reproduits par les producteurs lorsqu'en saison 2 ils deviendront eux-mêmes animateurs de nouveaux CEPM. Les GSC/ONG ont réussi à impliquer dans les CEPM des producteurs/productrices avec une expérience certaine et notamment en faisant le lien avec l'intervention du PUSADER afin de mieux utiliser et gérer les investissements faits durant cette période. Sur la base de discussions avec les producteurs, des contraintes techniques ont été identifiées et ont donné lieu aux essais en cours mis en place au mois d'octobre 2013. Les thèmes traitent: (i) de l'amélioration de pratiques sur des cultures connues (oignons: techniques de plantation, techniques d'irrigation, fertilisation, débouchés – frais ou conservation) ou (ii) de diversification (pomme de terre). Il existe une forte pression parasitaire sur les cultures dans tous les CEPM.

41. Les échanges entre producteurs se basent sur les essais menés au sein du CEPM et tiennent compte des trois facteurs de production mobilisés dans l'une et l'autre situation: le capital nécessaire (combien ça coûte ?), l'eau utilisée (combien de litres ?), la main d'œuvre (combien d'heures de travail ?). Ce sont sur ces bases que les décisions d'adoption pourront être argumentées en fonction des quantités récoltées et commercialisées.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Valoriser les savoir et savoir-faire paysans qui doivent être reconnus comme tels au sein des CEPM en restreignant l'utilisation permanente du terme d' « apprenant », qui semble placer le producteur dans une position inférieure	CNC, CRC, (dans les 3 régions)	immédiat
Assurer en permanence l'accompagnement et la formation technique des animateurs GSC/ONG pour (i) favoriser les échanges au sein du CEPM et entre CEPM qu'ils ont la charge d'animer et (ii) répondre aux questionnements techniques des CEPM (luttres parasitaires, accès aux pesticides homologués..)	GSC/ONG, CRC, STD	immédiat
Accompagner les leaders des CEPM à participer aux cadres de concertation locaux animés par la CRA	GSC/ONG	janvier 2014
Consigner dans un registre du CEPM les observations relatives aux trois facteurs de production en bi-langue (français+ langue+ dessins schématiques). Ces informations serviront de base à la rédaction d'une lettre d'information (bi-langue/dessins/photo) que les GSC/ONG feront circuler entre les différents CEPM qu'ils accompagnent	GSC/ONG, GATE	immédiat

42. **Professionnalisation des OP et établissement de boutiques d'intrants (BI).** Les CRA ont informé les OP et les consulaires de leurs rôles et implication dans le Ruwanmu au cours de sessions spécifiques en fonction des priorités stratégiques du FIDA. Les CRA sont en contact avec les GSC pour communiquer avec les producteurs (CEPM). Les BI et centres de collecte (CC) doivent constituer l'activité de coopératives enregistrées et appartenant à l'une des fédérations régionales impliquée dans l'approvisionnement en intrants (appui IARBIC). La CRA facilitera les discussions pour que les fédérations soient impliquées dans la mise en place des BI comme elles le font dans le cadre du projet IARBIC.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Dresser l'inventaire des pôles de collecte devant abriter les infrastructures économiques d'appui à la production (BI, CC)	CRC, CRA (dans les 3 régions)	janvier 2014
Animer au niveau des bassins de collecte des plateformes de concertation locale (Hadin gwiwa) qui rassemblent les acteurs organisés locaux (coopératives existantes, groupement divers, CEPM..) pour y débattre des thèmes affectant le maraîchage (i) gestion de l'eau: voir émergence des AUE; (ii) services marchands d'appui à la production (intrants, collecte); (iii) maintenance des infrastructures économiques (pistes, centre de collecte)	CRA	janvier 2014

43. Renforcement des groupements féminins et vulgarisation de la micro-irrigation au niveau des jardins de cases. Des discussions ont eu lieu avec l'ONG CRAC-GRN et avec les GSC/ONG partenaires pour la mise en œuvre de cette activité. Le CRAC-GRN a plus de cinq ans d'expérience dans la formation des STD dans la distribution de kits de micro-irrigation. Ils sont capables d'encadrer les animatrices/teurs des GCS/ONG partenaires du Ruwanmu à distribuer et former les productrices bénéficiaires de kits de micro-irrigation. Par le dispositif de ciblage, les GSC/ONG ont déjà réussi à intégrer les productrices dans les CEPM. Il leur sera aisé de contacter les femmes volontaires à investir dans un kit de micro-irrigation. La CRAC-GRN a toujours distribué ces kits moyennant contribution (5 000 FCFA) des bénéficiaires afin que celles-ci marquent leur intérêt et soient prêtes à investir du temps dans cette activité (les distributions gratuites donnent souvent lieu à des reventes de l'équipement ou celui-ci reste inutilisé). Les GSC/ONG sont prêtes à intégrer cette intervention aux autres activités (CEPM) notamment en participant dans des cadres locaux d'échanges paysans.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Visiter des sites aménagés par CRAC-GRN en invitant des participants des CRC Tahoua et Maradi afin de mieux cibler les objectifs atteignables de cette activité	CRC Zinder, GATE	décembre 2013
Finaliser les TdR pour recruter l'ONG CRAC-GRN en tenant compte du contexte du Ruwanmu (i) localisation (éventuellement regroupée) hors des lieux de résidence pour y éviter la prolifération des moustiques liée à tout système irrigué (ii) versement d'une cotisation de 5000FCFA dans une caisse gérée par un groupement de bénéficiaires (iii) lancement de pépinières pilotes (dans au moins 10% des implantations) pour tester la production de plants maraîchers pouvant approvisionner les périmètres maraîchers voisins et permettre ainsi aux femmes vulnérables d'avoir un revenu supplémentaire durable lié aux systèmes de production maraîchers	CNC, CRC, GATE	décembre 2013
Amender les contrats signés avec les GSC/ONG pour y inclure l'activité micro-irrigation qui devra comprendre les moyens supplémentaires nécessaires: au moins 2 animatrices/teurs supplémentaires par partenaire	CNC/CRC	janvier 2014
Prendre en compte les aspects nutritionnels de manière intégré: qualité et quantité des rations (pour les enfants et pour adultes), temps de travail des femmes, conditions sanitaires en renforçant les opérateurs (GSC, ONG) avec des appuis spécifiques (projet, GATE ou prestataires spécialisés)	CRC	février 2014

44. Développement des micro-entreprises rurales connexes. La logique de micro-entreprises rurales (MER) connexes à la production et à la commercialisation est différente de celle des AGR des projets précédents. Il s'agit d'appuyer l'émergence d'acteurs économiques ayant une plus-value importante pour le tissu économique dans et autour des bassins de production et des PDE. Les liens avec le secteur de la finance rurale doivent également être forts, le Projet n'appuyant que temporairement la contrainte d'accès au capital. La mission recommande de ne pas procéder à une étude (PTBA 2014) mais de se concentrer dans un premier temps sur: (i) la sensibilisation des parties prenantes dans le processus d'appui et de sélection aux microprojets MER pour qu'ils intègrent le changement de paradigme (réunion avec les opérateurs/prestataires, les membres du CDAP, les CRA, animée par le GATE); et (ii) la mise en place d'un nouvel esprit adapté au processus d'accompagnement à l'émergence de MER au centre duquel doit se situer le micro-entrepreneur (pas de processus directif, ni de « faire à la place de »). L'adoption de la procédure de financement du PASADEM (F3I) pour les MER doit également permettre de concilier le mieux possible

autonomisation du promoteur et liens avec la finance rurale pour la durabilité de la micro-entreprise, et procédures fiduciaires et impératifs légaux de mise en œuvre pour l'efficacité du dispositif projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sensibiliser et former les acteurs impliqués dans l'identification et la sélection des MER pour qu'ils intègrent le changement de paradigme	CNC/CRC, appui des GATE	1 ^{er} trimestre 2014

45. Alphabétisation. Des cours d'alphabétisation fonctionnelle sont organisés au sein de certains CEPM afin de permettre aux productrices/teurs dans le cadre de leur travail de pouvoir lire et écrire. Toutefois, les documents utilisés et produits par ces groupes sont encore exclusivement en français (panneaux de démonstrations, règlement intérieur, registre d'observations).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Inclure dans les termes de références des opérateurs d'alphabétisation la traduction des documents ayant trait au CEPM (ou aux autres groupes bénéficiaires) en langue (principalement en Haoussa)	Chargée genre CRC, GATE	janvier 2014

Volet 1.2-B: Renforcement des capacités de post-récolte et de commercialisation

46. Renforcement des capacités des OP. Par l'intermédiaire d'ateliers organisés par les CRA, les principales fédérations régionales ont pris connaissance du RUWANMU et du rôle qu'elles sont appelées à y jouer. Le renforcement des fédérations interviendra dans le cadre des activités qui seront identifiées en 2014 notamment les commandes groupées d'intrants approvisionnant les boutiques des coopératives membres. Si besoin, ces renforcements devront s'inscrire en synergie avec les interventions des autres partenaires financiers des fédérations (projet IARBIC, PRODEX...).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir des contrats de collaboration avec les fédérations régionales en s'inspirant de ceux actuellement en cours de négociation entre le PASADEM et les fédérations régionales dans la région de Maradi	CRC, CRA	février 2014

47. Etablissement des GIE de comptoirs de commercialisation. Les activités liées à l'ingénierie sociale (animation, organisation, capitalisation) sont au centre du processus de réalisations des comptoirs et centres de collecte. Pour les régions de Tahoua et Zinder, des pôles de développement économiques (PDE) ont été identifiés pour l'implantation d'un marché de gros. Les atouts et contraintes des différents sites ont été entrés dans une matrice de conditionnalités qui devra permettre de réfléchir avec les parties prenantes au premier site sélectionné: à Tahoua: Galmi et Sabon Guida, à Zinder: Bandé et Mirriah. Pour la région de Maradi, le Ruwanmu s'articule avec le PASADEM afin que les productions des bassins de productions maraîchers puissent être commercialisées par le PDE de Djirataoua. La CRA anime la plateforme d'acteurs locaux (Hadin gwiwa) de Djirataoua.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Animer des plateformes de concertation de tous les acteurs économiques au niveau des pôles de développement économiques potentiels dans les régions de Tahoua et Zinder	CRC Tahoua et Zinder, CRA	janvier 2014
Identifier les centres de collecte par pôle de développement économique pour permettre une utilisation optimale des infrastructures économiques (centre de collecte, pistes, marchés de demi-gros)	CRC Maradi, Tahoua et Zinder	février 2014
Assurer une intervention en intelligence (au minimum une réunion mensuelle de coordination des parties prenantes) entre la CRC Maradi et le PASADEM sur le PDE de Djirataoua qui doit devenir un débouché pour les centres de collecte des bassins de production autour de Maradi	CRC Maradi	immédiat

48. Fonctionnement du SIMA et accès à l'information. Le développement de système d'information des marchés agricoles (SIMA) appliqué aux productions maraîchères n'a pas encore commencé. Cette activité a été confiée au RECA en lien avec les CRA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir une feuille de route des activités à mettre en œuvre	RECA	mars 2014

Composante 2: Développement d'infrastructures économiques

Sous-composante 2.1: Réhabilitation/construction des pistes rurales de désenclavement des zones de production

49. Identification et validation. Sur un objectif de 150 km de pistes rurales à réhabiliter ou à construire pour désenclaver les bassins de production maraîchère en petite irrigation et de faciliter les transactions autour des points de collecte et des comptoirs, le projet a identifié sur le réseau tertiaire, un linéaire total de **181,30 km** au niveau des 3 régions (MTZ).

50. MARADI: Deux tronçons de pistes ont été identifiés et validés en atelier régional en juin 2013 totalisant **50,00 km** sur les axes (i) Kirya –Tchizon Kouregué 22 ,00 km, (ii) Guidan Roudji – Toda – Garin Nari 28,00 km. Il s'agira de travaux neufs.

51. TAHOUA: Les quatre tronçons identifiés portent sur la construction en travaux neufs et de réhabilitation de **66,30 km** sur les axes (i) Sahiya - DanDoutchi (12,00 km), (ii) Awilikis - vallée Sabda/ Zouraré (12,50 km), (iii) Galmi RN1 - Sabonga (28,80 km) et (iv) Sabon Guida - Kiré Hayi – Kabawa - Tabkin-Chaibou - Eroufa (13 ,00 km). L'atelier de validation à venir permettra d'affiner le choix.

52. ZINDER: Quatre tronçons totalisant **65,00 km** sont identifiés sur les axes (i) Carrière – Falama - Apké1 - Apké2 - Gassafa (22,00 km), (ii) Gouchi - Yakaouda - Karida - Kalimbé – Gayi - Baouchi (20,00 km), (iii) Babba Ruwa – DOUNGOU - Garin Kalla - Kay Kawatché - Dan Kakou (20,00 km) et (iv) Mirriah - Falki (3,00 km). Les trois premiers tronçons sont programmés en travaux neufs tandis que le dernier tronçon de 3,00 km conduisant à Falki est programmé en réhabilitation. La mission d'identification des pistes a également répertorié de nombreuses anciennes carrières ainsi que des affleurements graveleux susceptibles de contenir d'importants gisements de matériaux pour les terrassements mais ces impressions devront être confirmées par des analyses géotechniques. Les discussions avec les populations ont par ailleurs montré qu'entre l'origine et la destination des pistes identifiées, il y avait la possibilité de plusieurs choix de variantes de tracé qui méritent d'être affinées avec l'appui de personnes ressources locales afin d'optimiser les investissements en désenclavant le maximum de cuvettes de production et de villages par rapport aux centres de commercialisation et de consommation.

53. Les validations de ces propositions sont en cours et doivent encore être confrontées aux priorités d'aménagement telles qu'elles seront finalisées dans les schémas régionaux d'aménagement des pistes rurales en cours de finalisation.

54. Le linéaire identifié concerne dix tronçons de pistes dont seulement deux sont des réhabilitations. Outre, le fait d'un changement dans le type de travaux et dans le type de route⁵, les différentes études et les marchés de construction en cours sur d'autres programmes du FIDA, indiquent des coûts unitaires d'aménagement nettement supérieurs (de l'ordre du double) aux coûts retenus dans le costab du Ruwanmu.

55. En tenant compte des différentes interventions prévues pour 2014 via les différents programmes FIDA sur les régions de Maradi (PASADEM et OFID+) et de Tahoua (PIRAM), *la mission recommande que les études techniques de tronçons retenus débutent en 2014 par la région de Zinder de manière à y lancer les marchés de construction en 2014 et de prévoir dans la planification générale des interventions pistes rurales du programme FIDA les études et travaux dans les deux autres régions à partir de 2015.*

56. Le PTBA 2014 prévoira donc les études et les avances de démarrage des travaux pour le linéaire prévu de 65 km dans le région de Zinder, pour autant que l'animation des utilisateurs et les études techniques des tracés confirment leur bien fondé. *L'aménagement des tronçons retenus sera*

⁵ Passage de simples pistes de desserte (largeur de chaussée 4m) à des pistes structurantes reliant des pôles de production (largeur de chaussée 6 m) et qui seront à terme classées et donc éligibles aux travaux d'entretiens financés par la Caisse Autonome de Financement de l'Entretien Routier (CAFER)

inscrit dans le programme pluriannuel et inter-projets FIDA et se fera grâce à l'appui du dispositif d'exécution des pistes rurales qui sera graduellement mis en place durant 2014.

Chantiers communs du Programme FIDA

57. Le FIDA et le Gouvernement souhaitent inscrire la planification de routes rurales dans une démarche transversale inter-projets et ce en vue de la mise en place du futur programme d'appui à l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua, et Zinder. Le responsable des infrastructures du PASADEM a été désigné responsable du volet pistes rurales du Programme par les coordinateurs du PASADEM et du Ruwanmu. Il a été chargé d'élaborer un cadre opérationnel à graduellement mettre en place à partir de 2014 et qui sera dans un premier temps pris en charge financièrement par les deux projets. Ce cadre comprend une série d'études de base (schémas directeurs des pistes rurales et étude des bordereaux des prix) et un dispositif d'exécution.

58. **Schémas Directeurs Régionaux (SDR) des pistes rurales.** L'étude des trois SDR est actuellement en cours. Elle s'articule autour de quatre produits majeurs: (i) l'identification du réticulaire des pistes existantes dans chacune des régions et l'identification de liaisons manquantes pour connecter de manière efficiente les différents pôles de développement économique (PDE) retenus dans le cadre du programme FIDA; (ii) l'identification des différents projets et financements en cours ou prévus concernant les pistes et routes rurales ainsi que leurs calendriers prévisionnels d'intervention; (iii) une structuration des trois réseaux en pistes structurantes, radiantes et de dessertes (avec typologie de pistes selon leur niveau) centrée sur les flux économiques vers et entre pôles de développement et les villes/marchés importante tant au Niger qu'au Nigéria pour chacune des trois régions; et (iv) une planification des priorités des interventions à mettre en œuvre dans les cinq ans à venir.

59. Un premier rapport d'avancement a été remis par le cabinet d'études chargé de la mise au point de ces SDR. Ce rapport se limite actuellement à des propositions provisoires pour les deux premiers produits relatifs à l'identification. En raison du manque de propositions de délimitation de sous-bassins de production et leur positionnement par rapport aux pôles de développement économique ainsi que le manque de données de type quantitatif sur les flux de production, *la mission suggère de focaliser le mandat du cabinet d'études sur: (i) la finalisation/validation des deux produits relatifs à l'identification et (ii) la préparation en étroite collaboration avec les STD et le programme FIDA de les produits 3 concernant la structuration des régions. Quant aux produits 4 relatifs au programme prioritaire, il est suggéré qu'il soit mené à bien ultérieurement lors de la planification du nouveau programme FIDA 2015-2019, sur la base d'un travail d'affinement des localisations des sous-bassins de production (à mener avec l'appui de l'unité SIG et de l'unité suivi et évaluation du programme).*

60. **Bordereau des prix unitaires.** Afin de capitaliser sur les investissements réalisés par le FIDA et le Gouvernement nigérien, le PNF a financé l'élaboration d'un bordereau des prix unitaires à Maradi, Tahoua et Zinder. Ce rapport a été d'une aide précieuse lors de la programmation des pistes rurales sous le financement additionnel OFID+ au PUSADER. Il sera diffusé auprès des différents STD et des divers partenaires du programme. Il sera régulièrement mis à jour lors des futures études et marchés de construction entrepris par le programme. Il a cependant mis en lumière: (i) un problème fondamental d'uniformisation des définitions techniques des différents prix unitaires; (ii) des coûts unitaires moyens par km de pistes en augmentation constante. Lors de la mise en place du dispositif d'exécution des pistes rurales, ces problèmes devront être abordés de toute urgence, avant le lancement de nouveaux marchés publics de travaux de pistes.

61. **Dispositif commun d'exécution des pistes rurales.** Un groupe de travail composé du responsable du volet pistes rurales du PNF, de l'ingénieur Génie Rural du GATE, du Responsable des activités techniques du Ruwanmu Maradi, des représentants de la DGGR/MAG et de la DTAC/DGRR et d'un consultant FIDA, a tenu plusieurs séances de travail à Maradi sur la structuration du dispositif. Après un rapide diagnostic des quatre étapes de mise en œuvre des pistes rurales, une proposition de dispositif d'exécution a été élaborée et estimée à 954,6 millions de FCFA⁶ sur les deux premières années (1,9 million de dollar US). Ce dispositif comprend les études, les équipements, le fonctionnement, l'assistance technique, le contrôle par les services techniques partenaires. Ce dispositif devra coordonner un portefeuille d'investissement routier de l'ordre de 12,1 milliards de FCFA (24,2 millions de dollar US).

⁶ Soit 442,9 millions de FCFA (0,88 million de dollar US) en 2014 et 511,8 millions de FCFA (1,02 million de dollar US) en 2015

62. Le financement de ce dispositif devra se faire en partie via les projets en cours cofinancés par le FIDA et la mobilisation des lignes prévues dans le PIRAM sur les études et l'assistance technique. Suite à l'atelier de restitution de Maradi, l'équipe de travail pistes rurales a retravaillé dans le détail les estimations de coûts de manière à pouvoir en apprécier les implications sur les PTBA respectifs des projets PASADEM et Ruwanmu. Sur base de ces coûts et leur imputation entre projets, *la mission recommande que lors de la consolidation du PTBA 2014, il soit inscrit par le Ruwanmu une contribution de 85 millions de FCFA, et ce hors ligne de financement travaux qui elle contribuera directement au financement du dispositif au prorata des travaux engagés pour le Ruwanmu (soit le démarrage des tronçons de pistes à Zinder) via les forfaits études et supervision qui sont inclus de manière forfaitaire dans les coûts de travaux repris au Costab.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Programmer en priorité, la réalisation des travaux routiers dans la région de Zinder pendant que les chantiers du PUSADER/OFID se poursuivent et s'achèvent convenablement à Tahoua et Maradi	CNC/CRC, RVPR ⁷	immédiat et continu
Poursuivre les travaux d'animation et de sensibilisation autour des travaux d'infrastructures pour une meilleure cohésion sociale qui permettra de garantir la durabilité	CRC, RVPR	immédiat et continu
Affiner les choix des tracés avec la participation de personnes ressources locales et en prenant en compte les leçons tirées des chantiers du PUSADER	CRC, RVPR	immédiat et continu
Prendre en compte les leçons apprises des chantiers du PUSADER/OFID en mieux maîtrisant les tracés, les délais et les coûts et assurer un contrôle assidu des chantiers	CNC/CRC/contrôleur, RVPR	immédiat et continu
Inscrire dans le PTBA 2014 une contribution de 85 millions de FCFA pour la mise en place du dispositif commun d'exécution des pistes rurales hors ligne financement travaux	CNC	immédiat

Sous-composante 2.2: Infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation des produits agricoles

Infrastructures économiques communautaires

63. **Construction des centres de collecte et des comptoirs de commercialisation.** Les acteurs communaux ont été informés de l'objectif du projet d'améliorer la collecte et la commercialisation de la production par la construction de trente centres de collecte et de deux comptoirs de commercialisation dont un premier à Tahoua pour l'oignon et un second à Zinder pour la canne à sucre. La connaissance du potentiel de production et de commercialisation mérite encore d'être approfondie pour dimensionner convenablement les infrastructures. Les activités d'animation et de sensibilisation de cette sous-composante sont assurées par la CRA et le RECA avec lesquelles les conventions de partenariat sont signées. Suite au voyage d'étude organisé en Tanzanie, les équipes du projet en partenariat avec les autres acteurs ont initié le processus de concertation des acteurs avant le dimensionnement du volet génie civil. Cette démarche permettra d'éviter les erreurs courantes et de tenir compte de la dimension d'**ingénierie sociale** (voir para 42 et 47). Ceci garantira la mise en place d'infrastructures adaptées (dimensions et services) et fonctionnelles (organisation de la gestion) et répondant aux critères de: (i) accessibilité, (ii) disponibilité d'espace pour la construction des infrastructures et pour contenir les transactions commerciales, (iii) respect des normes d'hygiène santé et sécurité (HSS), et iv) mobilisation des services étatiques et non étatiques d'appui aux transactions commerciales, etc.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre le processus de concertation entre acteurs au tour des comptoirs de commercialisation et des centres de collectes afin d'arriver à des choix consensuels sur les sites d'implantation, le dimensionnement et le design des infrastructures	CNC /CRC/RECA/CRA	immédiat et continu

⁷ Responsable Volet Pistes Rurales

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Coordination et gestion du Projet

64. **Structures de pilotage et coordination du Projet.** Le Comité de pilotage (CP) du Projet comprend les représentants des structures étatiques concernées, des trois régions d'intervention du Ruwanmu, du RECA et des OP. Il s'est déjà réuni une fois pour l'examen et approbation du PTBA 2013. Sa prochaine réunion est programmée en décembre 2013 pour examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2013 et pour l'examen et approbation du PTBA 2014. La coordination du Ruwanmu est assurée par les équipes déjà en place au niveau de la CNC et des CRC du PUSADER/IRDAR-RCI auxquelles se sont ajoutées des ressources humaines additionnelles prévues par le Projet.

65. **Performance de gestion du projet.** Le programme est dans son huitième mois d'exécution si on considère que le premier décaissement de fonds a été effectué fin mars 2013. D'une manière générale, la gestion du programme est satisfaisante si on se réfère au respect des procédures de gestion convenues dans les accords de financement. Le taux d'exécution globale est encore faible du fait que les investissements importants seront réalisés à partir de l'année 2014. A titre indicatif, si les activités prévues au PTBA 2014 sont exécutées à 80%, le taux de réalisation financière du PTBA pourrait atteindre 40% (avance initiale comprise). Avec la réalisation des premiers investissements en 2014, les dépenses prévisionnelles de la catégorie « salaire et coût de fonctionnement » représenteraient 10,6% des dépenses globales, ce qui améliorerait significativement l'efficacité du Projet.

66. La mise en œuvre du projet est centrée sur les trois CRC de Maradi, Tahoua et Zinder. Au sein de chaque région, les relations partenariales entre les CRC et les prestataires de mise en œuvre (GSC/ONG, CRA, STD, etc.) et avec les autorités locales / régionales (Gouvernorat, Conseil régional, STD, communes, autorités coutumières) sont de bonne qualité. Le maintien de cette qualité repose sur une information permanente des progrès des uns et des autres dans la mise en œuvre. Au niveau du projet, une approche transrégionale des problématiques permet de profiter des leçons tirées dans chaque région.

67. **Ressources humaines.** Jusqu'à date, la coordination du Ruwanmu est assumée par le dispositif du PAC/Banque Mondiale. Suite à la décision de séparation des deux dispositifs, la coordination du Ruwanmu requiert en plus de la prise en charge de manière spécifique des coordinateurs national et régionaux, un renforcement de personnel composé de: (i) au niveau national: 1 assistant en SE, 1 assistant en passation des marchés, et un personnel d'appui (2 agents); (ii) au niveau de Tahoua et Zinder: 1 responsable des PDE, 4 assistants (aménagement BV, renforcement des capacités en production, infrastructures, et renforcement des capacités des OP), 1 assistant en genre (en place) qui sera pris en charge par Ruwanmu à partir de 2014, et un personnel d'appui (5 agents); (iii) au niveau de Maradi: 1 responsable PDE et 2 responsables en place à prendre en charge par le Ruwanmu en 2014 (SE et PI), 2 assistants (aménagement BV, renforcement des capacités en production) et un personnel d'appui (5 agents). Par rapport aux deux autres régions, le personnel additionnel pour Maradi est réduit du fait que certaines ressources humaines seront partagées entre le PASADEM et Ruwanmu. C'est ainsi que le coordonnateur régional du Ruwanmu cumulera cette fonction avec d'autres fonctions qu'il exerce déjà au sein du PASADEM.

68. En plus du réaménagement de ressources humaines, le dispositif requiert la construction de bureaux respectivement à Tahoua et Zinder ainsi que l'acquisition d'équipements pour ces bureaux. De plus, une assistance technique tant nationale qu'internationale sera requise pour appuyer la CNC et les CRC dans le management professionnel du projet. L'incidence budgétaire de ce réaménagement est estimée à 666 245 000 FCFA en 2014.

69. **Mise en œuvre des recommandations de la mission précédente.** La CNC et les CRC ont mis en exécution la plupart des recommandations formulées lors de la mission d'appui à la mise en œuvre du Ruwanmu. Certaines recommandations sont en cours de réalisation et devraient être complétées avant la fin de l'année 2013.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser des réunions mensuelles de coordination opérationnelle au niveau de chaque CRC avec tous les partenaires régionaux. Des experts du GATE peuvent être invités pour leur permettre d'apporter une contribution spécifique et suivre des processus de capitalisation	CRC	immédiat et continu
Organiser une rencontre trimestrielle des trois CRC sous l'égide de la CNC de manière tournante soit une réunion par an par site (y compris Niamey) et profiter de la tenue de cette réunion de coordination pour effectuer des réflexions thématiques basées sur des cas concrets de terrain capitalisés par les CRC avec un appui du GATE en amont de la rencontre	CNC, CRC, GATE	janvier 2014
Engager les procédures de construction des sièges du programme dans les régions de Tahoua et Zinder	CNC/CRC	immédiat

Suivi-évaluation (SE) et gestion des savoirs

70. L'équipe de SE est en place au niveau national et régional en synergie avec l'équipe de SE du PASADEM avec laquelle la majorité des outils et méthodologies de SE est partagée dans la perspective du programme commun. Une consultante internationale appuie le processus et un atelier a été organisé par les deux équipes en novembre afin de finaliser le manuel de SE commun. La version finale sera disponible avant la fin de l'année.

71. Le cadre logique et les indicateurs du Ruwanmu ont été discutés et finalisés avec l'appui de la consultante. Ceux-ci ont été partagés avec les partenaires lors d'ateliers régionaux (communes, I3N, ONG, GSC, etc.) au cours desquels ils ont été formés aux outils de suivi.

72. **Suivi.** Le suivi de Projet se base sur les mêmes instruments que le PASADEM: (i) des fiches de collecte spécifiques à chaque activité et qui seront remplies par les prestataires GSC. Celles-ci sont en place et déjà fonctionnelles (premières fiches remplies par les GSC et transmises aux CRC). Chaque fiche inclut le nombre de bénéficiaires désagrégé de façon à renseigner le ciblage des femmes et des jeunes (femmes, hommes, jeunes femmes et jeunes hommes); (ii) un dispositif de suivi participatif inspiré du PPILDA dans 36 villages représentatifs pour le suivi du ciblage (classes de vulnérabilité/pauvreté) et de l'évolution des revenus des ménages, mis en œuvre par les prestataires GSC; (iii) un dispositif de suivi agronomique à travers un contrat avec les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA). Des TdR ont été élaborés et devront être révisés sur la base des recommandations de la mission pour s'assurer de passer d'un paradigme « technicien » (optimum technique focalisé sur les rendements) à l'approche du Ruwanmu (optimum économique pour les producteurs et optimum environnemental lié à la ressource hydrique).

73. En parallèle, les équipes devront développer des outils de capitalisation pour saisir les dynamiques d'acteurs, territoriales et économiques à l'œuvre au niveau des bassins de production et des pôles de développement (cf. Vue d'ensemble). L'équipe GATE devra être mobilisée dans ce sens.

74. **Evaluation.** De la même manière, le système d'évaluation du Ruwanmu est similaire à celui du PASADEM et inclut: (i) une enquête d'impact SYGRI: la situation de référence a été établie (consultant international et INS); (ii) une enquête complémentaire sur les effets et les impacts (SYGRI+): le consultant est en cours de recrutement et débutera l'enquête en décembre sur la base des questionnaires ménages et OP établis et de la méthodologie arrêtée.

75. **Base de données.** Dans le cadre d'un atelier commun sur le SE organisé par le PAC3, l'équipe du PASADEM a présenté sa base de donnée ACCESS et un représentant de la société TOMATE a présenté le logiciel TOM Monitoring. Dans la mesure où la base ACCESS du PASADEM n'a pas encore été finalisée et que la société TOMATE n'a fourni aucun exemple de sortie ni de version d'évaluation, l'équipe n'a pas encore arrêté de choix. Un deuxième atelier sera organisé en décembre pour présenter d'autres exemples de bases de données et faire le choix. L'ensemble des fiches de collecte incluent le géo-référencement des activités qui sera réalisé par les prestataires et alimenteront le futur SIG.

76. **Communication.** Le responsable de communication du PASADEM sera en charge de la communication du Ruwanmu dans la logique d'harmonisation des projets et de l'approche programme. La CNC et les CRC ont établi des liens continus avec les partenaires afin de communiquer sur les activités du Projet. Un cadre de concertation est notamment animé à Zinder

(STD, coordination régionale du HC/3N, Conseil Régional, PTF, etc.) et des points focaux ont été nommés par les différents STD pour garantir la continuité (réunions et missions Ruwanmu).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<i>Ressources humaines</i> : recrutement d'un assistant de SE pour la CNC pour permettre une plus grande présence sur le terrain du responsable SE national	CNC	début 2014
<i>Suivi agronomique</i> : réviser les TdR avec les DRA sur la base des recommandations de la mission (suivi des 3 facteurs de production)	Equipe de SE	fin 2013
Préciser l'appui du GATE pour le développement d'outils de capitalisation avec des TdR clairs pour 2014	Equipe de SE, équipe GATE	fin 2013

Mécanismes de financement

77. **Manuel de financement.** Une version révisée et complétée du manuel des mécanismes de financement a été établie sur la base des observations de la mission d'appui. Des clarifications sont nécessaires afin de finaliser ce manuel. Il faudra notamment différencier le financement de la petite irrigation des micro-entreprises rurales qui répondent à des dynamiques et des impératifs propres (efficacité de la mise en œuvre). Le manuel doit s'efforcer de combiner: (i) les objectifs de durabilité et de développement économique du Ruwanmu qui passent par l'autonomisation et la responsabilisation du promoteur ainsi que les liens avec la finance rurale; avec (ii) les procédures fiduciaires et les impératifs de mise en œuvre du projet.

78. Pour la petite irrigation, les MP seront élaborés au niveau de sous-bassins de production dans une logique d'efficacité et impliqueront largement les communes en ligne avec la stratégie de l'I3N. Pour les micro-entreprises rurales, le Ruwanmu adoptera la même méthodologie que celle du F3I du PASADEM dans une logique d'harmonisation entre les deux programmes. La différence portera sur la contribution financière du promoteur au financement du MP, qui, pour le Ruwanmu, sera substituée par une obligation sous la forme de capital bloqué jusqu'à la fin du MP (argent ayant vocation à être réinjecté dans l'activité économique du promoteur). Une fiche de conditionnalité similaire à celle utilisée pour sélectionner les PDE et avec une forte dimension économique devra être établie pour servir de base à la sélection des MER (au niveau de prestataires, des CDAP et du Projet). Les SFD et les banques pourront être consultés.

79. **Liens avec la finance rurale.** Le système de comptes d'épargne bloqués a été établi afin de promouvoir les liens avec le secteur de la finance rurale (banques, SFD) et éviter les distorsions de marché (subvention à travers des mécanismes projets). Ces liens doivent émerger à travers l'accompagnement d'une demande « bancable » et l'établissement de relations d'affaire entre promoteurs, clients de services financiers, et les institutions financières. Les premiers liens seront établis à travers l'ouverture de comptes d'épargne et la possible consultation des SFD/banques pour l'élaboration de la matrice de conditionnalités pour la sélection des MER.

80. Dans la perspective du Programme commun qui travaillera davantage sur l'offre, la mission recommande de suivre plus en profondeur ces dynamiques entre offre et demande. Des indicateurs quantitatifs (placement sur les comptes d'épargne, proportion de compte gardés après déblocage de l'épargne, promoteurs ayant recours à un crédit, etc.) et des enquêtes qualitatives pourront être mise en place (perception des services fournis par les SFD/banques, etc.). L'accord qui sera établi avec les SFD/banques partenaires et les conventions de co-financement entre Projet et promoteurs devront garantir l'accès aux informations relatives aux comptes sur la période du Projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser le code de financement des MP et partager le manuel révisé avec les acteurs de mise en œuvre	CNC	décembre 2013
Etablir une matrice de conditionnalités pour sélectionner les MER	CNC/CRC Consultation SFD/banques	janvier 2014
Identifier les premiers microprojets de PI en intégrant les conclusions de l'étude sur le potentiel hydrique lorsqu'elles seront disponibles	GSC	janvier 2014
Approbation des premiers MP sur la PI	CDAP/CRC	février 2014
Sensibiliser les prestataires et les membres du CDAP à la logique des MER	CNC/CRC, appui GATE	février 2014
Ouvrir les CDAP aux hadin gwiwa et aux CRA comme observateurs	CNC/CRC	immédiat et continu
Inclure l'accès aux informations des comptes d'épargne bloquée dans les accords avec SFD/banques et les conventions de co-financement	CNC/CRC	continu
Suivre les dynamiques entre demande (producteurs maraîchers, MER) et offre de services financiers ruraux	Equipes SE, GATE	courant 2014

Dialogue politique

81. **Chambres Régionales d'Agriculture.** Les CRA s'imposent désormais comme un acteur régional clé avec ses activités et sa stratégie propres contribuant notamment à animer des échanges entre acteurs organisés du monde rural: fédérations régionales, consulaires répartis sur toute la région. Les CRA contribuent à la programmation des activités des Conseils Régionaux (Maradi).

82. **Forum paysan transrégional.** En février 2014, le Ministère de l'Agriculture, le RECA et le FIDA organiseront un forum paysan transrégional dans les trois régions de Tahoua, Maradi et Zinder afin d'échanger sur: (i) la vision partagée qu'ont les OP de la petite agriculture familiale; et (ii) leur contribution actuelle et potentielle à celle-ci dans le cadre de leurs plans d'action. Cette vision et stratégie pourront être partagées par les OP lors du salon de l'agriculture du Niger et inspirer le futur programme commun du FIDA au Niger. L'objectif est, sur le plus long terme, d'ouvrir un dialogue permanent animé par le RECA et les trois CRA entre OP, pouvoirs publics, secteur privé et leurs partenaires au service d'une agriculture familiale économiquement viable afin d'appuyer la formulation de politiques publiques dans ce domaine au niveau national et sous régional.

83. **I3N.** Le Projet a des échanges continus avec le HC/3N au niveau national et régional, notamment dans le cadre du SE avec la participation du HC/3N aux ateliers régionaux de formation sur les outils de suivi. Des représentants du HC/3N participent aux supervisions et il pourrait être envisagé de demander la nomination d'un point focal pour les projets FIDA au sein du Haut-Commissariat afin de garantir la continuité du suivi et la bonne connaissance des Projets. L'alignement avec l'I3N est également perceptible à travers le mécanisme de financement de la petite irrigation qui implique largement les communes.

84. **Conseils régionaux.** La mission a noté la participation forte des Conseils Régionaux, ces derniers appréciant la collaboration impulsée par les équipes du Ruwanmu. Leur implication a été notée au niveau des missions de suivi sur le terrain, des missions de supervision et des cadres de concertation (cas de Zinder).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réunir le comité de pilotage pour l'organisation du forum paysan transrégional et dresser une feuille de route basée sur un retro planning à partir du 7 février 2014	GATE, RECA, CNC	immédiat
Distribuer les aide-mémoire de supervision de projet aux CR	CRC	immédiat

E. Aspects fiduciaires

85. **Gestion financière.** Le Ruwanmu a démarré ses activités en avril 2013 après avoir rempli les conditions de mise en vigueur dans les meilleurs délais. La gestion financière est assurée par l'équipe du PUSADER en cours d'achèvement et de clôture. C'est une équipe qui a capitalisé une expérience avérée en gestion et exécution des projets de développement. Au 31 octobre 2013: i) toutes les pièces comptables sont saisies; ii) les comptes bancaires rapprochés; iii) des situations intermédiaires ont été mises à la disposition de la mission. Il s'agit essentiellement: des états emplois ressources; la

balance générale et analytique, ainsi que les rapports financiers avec les tableaux des performances financières. Le logiciel de gestion financière a été correctement paramétré et permet à présent de: i) consolider la comptabilité au niveau national après validation des comptabilités régionales, ii) générer de façon automatique les DRF, iii) sortir les états financiers intermédiaires, un suivi des engagements et du PTBA. En conséquence, la mission note une appréciation globalement satisfaisante de l'organisation mise en place et de la qualité de la gestion financière.

86. **Décaissements.** Au 31 octobre 2013, après environ huit mois d'activité, le taux de décaissement est de 14,56% pour l'ensemble du projet. Ce taux s'analyse comme suit: i) pour le FFE: 16,58%; ii) pour le prêt FIDA: 22,48%; iii) pour le don FIDA: 20,08% et, iv) pour la contrepartie nigérienne, il est de 0,87%. Ce taux est globalement satisfaisant pour la première année d'intervention du projet. Cette situation est surtout due par le niveau important de l'avance initiale consolidée des accords de prêt du Fonds Fiduciaire Espagnole; du prêt et du don FIDA, qui s'élève à 1 500 millions de FCFA soit 2 286 735 USD. Il a été entièrement libéré, donnant ainsi au Ruwanmu une position de trésorerie confortable pour l'exécution du projet. A date, le projet a soumis au FIDA, la DRF 2, d'un montant de 322 537 233 FCFA, qui a été intégralement remboursée. Au total, il a été décaissé sur les dix premiers mois de la mise en œuvre du projet, un montant total de 3 662 861,63 USD soit 1 822 537 233 FCFA. La DRF 3 est en cours de préparation, elle est arrêtée à un total provisoire de 229 712 686 FCFA. L'acquisition récente de 4 véhicules pour la CNC et les CRC sera réglée par DPD pour un montant de 100 210 000 FCFA. Divers autres engagements en cours relatifs à des soldes de contrats ont été recensés pour un montant de 127 298 758 FCFA. Si toutes ces dépenses sont payées, le taux de décaissement serait porté à 18,29% en fin décembre 2013.

87. **Situation de trésorerie.** Au 31 octobre 2013, le compte désigné, dégage un solde positif de 1 276 258 785 FCFA qui s'analyse comme suit: i) BIA Niamey: 1 213 529 254 FCFA; ii) BIA Maradi 21 738 635 FCFA; iii) BIA Tahoua 17 913 635 FCFA; iv) BIA Zinder: 22 362 440 FCFA; v) Caisse Niamey 462 000 FCFA; Caisse Maradi: 155 000 FCFA; Caisse Tahoua 79 000 FCFA; Caisse Zinder: 18 500 FCFA. Toutefois l'analyse des états intermédiaires et des rapprochements du compte désigné, permet de constater que le compte d'avance non régularisé est anormalement important de près de 50 millions de FCFA. A partir de la comptabilité, la mission a constaté des écarts importants relatifs à des dépenses non régularisées pour un total de 50 millions. Il s'agit pour la plupart de dépenses engagées lors de l'exécution d'activités de terrain où le responsable concerné fait un budget de mission avec des TDR sur la base desquels, un chèque du montant total de l'activité lui est remis par les services financiers. La régularisation de la dépense interviendra après justification qui peut prendre des semaines voire des mois. Ceci engendre des risques financiers et physiques et grève la trésorerie du Projet.

88. La mission recommande de: i) minimiser ce risque en impliquant davantage les CRC pour payer une partie des prestations engagées; ii) prendre contact avec les structures d'hébergements régionales pour étudier avec elles, la possibilité de recevoir les missions et transmettre les factures suivant une périodicité définie de commun accord dans le cadre des grands événements; iii) prendre contact avec les compagnies pétrolières pour voir dans quelle mesure systématiser le système de cartes rechargeables sur certaines destinations.

89. L'avance initiale des comptes désignés ouverts auprès de la BIA Niger représentent un montant total de 1 500 millions de FCFA. La mission recommande à la coordination nationale de se rapprocher des autorités de la BIA et entrevoir la possibilité de négocier une rémunération de ces comptes avec un taux d'intérêt créditeur acceptable. Ceci lui permettrait de disposer de ressources additionnelles pour faire face à d'éventuels imprévus ou payer les stagiaires.

90. **Fonds de contrepartie.** La contribution du Niger au Ruwanmu est exclusivement constituée de droits de douanes et de la TVA supportés lors des acquisitions de biens et services, fournitures et travaux, et services de consultants dans le cadre de l'exécution du projet. Les demandes d'exonération sont centralisées à Niamey et transmises auprès de l'Administration fiscale qui instruit les dossiers et délivre un titre d'exonération. Le montant inscrit dans la Loi de finances 2013, est de 219 455 600 FCFA mais un montant modeste de 18 075 000 FCFA a été mobilisé, soit 8%. Cette situation s'explique par un taux d'exécution très faible pour les dépenses imputables à la contrepartie en rapport avec les composantes 1 et 2 qui totalisent à elles seules, 96% de l'enveloppe globale du financement de la contrepartie nigérienne. La récente requête relative à l'exonération au titre des acquisitions de quatre véhicules pour le Ruwanmu et le démarrage des études pour la construction des routes, permettront un rééquilibrage sensible de ce taux, d'ici la clôture de l'exercice 2013.

91. **Respect des accords des prêts.** Les dispositions des accords des prêts sont dans leur intégralité respectées. Toutes les conditionnalités de démarrage ont été remplies, le recrutement du cabinet d'audit, est en cours de finalisation. En conséquence, l'audit des comptes de l'exercice 2013 devra se faire dans les meilleurs délais et le rapport déposé au plus tard le 30 juin 2014.

92. **Passation des marchés.** Au 31 octobre 2013, le PTBA 2013 arrêté à 1 885 050 000 FCFA, a été exécuté à 57,7%. Ce taux tient compte du total d'engagements de la période arrêté à 524 913 600 FCFA. Le PPM qui découle de ce PTBA 2013, laisse apparaître 45 marchés qui se répartissent comme suit: i) Travaux: pour mémoire; Fournitures: 18; Consultants: 27. En ce qui concerne les réalisations, elles sont au nombre de 20, dont 14 pour les consultants et 6 pour les fournitures, soit un taux de réalisation de 44%. Ce taux reste faible. L'état de présentation du PPM tel qu'il est actuellement élaboré, ne donne pas une information pertinente pour un suivi efficace et régulier de la procédure de passation des marchés. La revue du PPM met en exergue une dizaine de marchés qui n'ont pas été démarré et pour lesquels la coordination n'a pas précisé le niveau d'exécution (études sur les pistes et comptoirs dont la décision dépend du processus de validation en cours).

93. En conséquence, la mission recommande de mettre en place un PPM plus détaillé avec toutes les phases de la procédure de passation, les dates de réalisation prévue et effective. Il s'agit d'un outil de planification et d'auto évaluation qui permettra à la coordination de disposer d'un tableau de bord pour situer les goulots d'étranglements et apporter, au besoin les mesures correctives.

94. **PTBA 2014.** Le PTBA 2014 est en cours de finalisation. Il devra faire l'objet de discussions avec le comité de pilotage en début décembre. Une version provisoire est en cours d'examen d'un montant de 4,2 milliards FCFA. Eu égard au faible taux d'exécution projeté de 57,7% en 2013, ce montant devrait être revu à la baisse en tenant compte des délais incompressibles de passation de marchés et des capacités du Projet à réaliser les investissements prévus.

95. **Rapports trimestriels.** les rapports trimestriels dans leur version actuelle, donnent beaucoup d'informations pertinentes sur l'exécution du projet. Toutefois, la mission recommande une meilleure imbrication entre les données techniques et financières pour comparer le budget prévisionnel et les réalisations effectives. Le rapport doit comporter une analyse fine des écarts constatés entre les réalisations et les prévisions d'une part mais aussi faire le lien avec le PPM et le plan de trésorerie. La mission a tenu une séance de travail avec l'équipe de SE et le service financier, et se réjouit de la dynamique déjà engagée à ce sujet. La mission recommande de poursuivre et renforcer cette dynamique afin de sortir des rapports de suivi qui mettent en exergue le lien entre l'exécution physique et financière d'une part et d'autre part le PPM et le plan de trésorerie.

96. **Etats certifiés de dépenses.** A partir d'un échantillon significatif de pièces à Niamey et Maradi, la mission a procédé aux vérifications habituelles de l'existence de pièces justificatives probantes et les différentes autorisations et contrôles des états certifiés de dépenses de la DRF 2. La mission n'a pas observé de remarques particulières à part les risques liés aux chèques libellés à l'ordre du personnel du montant global du budget des activités effectuées sur le terrain.

97. **Audit.** La procédure de recrutement du cabinet pour l'audit des comptes de Ruwanmu pour les exercices clos au 31 décembre 2013-2015, est en cours. La commission d'évaluation technique des offres a finalisé ses travaux. Le rapport d'évaluation a été transmis au FIDA qui a donné sa non objection en date du 25 novembre 2013.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Diminuer le risque exposé par la gestion des avances sur mission en responsabilisant les CRC et la systématisation des cartes prépayées de carburants	RAF	janvier 2014
Mettre en place un PPM détaillé qui prend en compte toutes les phases de la procédure de passation des marchés et servant de tableau de bord pour le suivi des marchés pour la coordination des projets	RAF/SPM	janvier 2014
Prendre contact et négocier avec la BIA un taux rémunérateur du compte désigné	CNC /RAF	janvier 2014
Assurer l'archivage électronique et physique des documents des études générales, marchés et la comptabilité des projets FIDA en cours d'exécution ou de clôture	CNC/RAF	avril 2014
Affiner le PTBA 2014 provisoire	CNC/RAF	immédiat
Présenter un rapport d'activité trimestriel faisant le lien entre les exécutions physiques et financières et les budgets trimestriels, le PPM et le plan de trésorerie	RNSE/RAF	1 ^{er} trimestre 2013

F. Durabilité

98. **Accès et gestion durable des ressources hydriques et foncières.** L'appui à la DGGR et la DGH dans le cadre de la convention tripartite pour les études piézométriques est un élément essentiel devant assurer la durabilité probable de l'activité. En effet, le réseau piézométrique aura été réhabilité et étendu, le personnel formé par les institutions telles qu'AGHYMET et IRD, pourra suivre de manière efficace et continue ces études piézométriques et disposer ainsi d'une base de données fiable. La mise à contribution des unités de base de l'exploitant en eau dans les mesures piézométriques permettra que les producteurs en tant que premiers utilisateurs de l'eau puissent s'approprier du suivi de manière continue et gérer durablement l'eau.

99. **Renforcement des acteurs organisés.** L'ingénierie sociale, essentielle à la mise en œuvre du Ruwanmu est assurée par la signature des contrats de prestations de services axés sur les résultats avec des partenaires pour une durée de deux ans qui leur permettent d'inscrire leur action dans le temps. La durabilité doit désormais s'attacher aux organisations de la société civile rurale soutenues par le Ruwanmu qui doivent toujours s'inscrire dans un cadre juridique adéquat par-delà les dispositifs « projet ».

100. **Pistes rurales.** La durabilité des infrastructures routières du PUSADER passera par les comités villageois de gestion et d'entretien des pistes rurales déjà mis en place et formés mais non encore équipés. La collaboration avec la cellule technique d'appui aux communautés du Ministère de l'Equipelement qui assure la formation est un gage de durabilité. La prise en compte par les entreprises des réserves émises lors de la réception provisoire et l'exécution des travaux d'assainissement des chaussées sera déterminante pour la durabilité des ouvrages.

101. Au niveau des infrastructures routières du Ruwanmu, il est recommandé de mettre en place les comités villageois dès la phase d'identification afin de les associer à l'ensemble du processus et y compris l'identification du meilleur tracé et les facilitations avec les communautés pour l'accès aux carrières etc.

102. **Mécanismes de financement.** Les mécanismes de financement du Projet n'ont qu'une vocation transitoire afin de lever temporairement la contrainte d'accès au capital pesant sur les petits producteurs et les MER. Afin de pallier aux effets de la subvention totale et garantir une continuité de l'investissement agricole et économique, il est nécessaire d'assurer des liens avec la finance rurale, qui seront dans un premier temps minima, et qui doivent faire l'objet d'un suivi dans l'objectif de travailler davantage sur l'offre de services financiers dans un second temps (futur programme commun).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir les TdR d'un conseil juridique sur la base d'un inventaire critique des cadres juridiques existants propres aux différents types d'organisations de la société civile rurale soutenues dans le cadre du projet (AUE, COGES, groupement d'utilisation d'équipement en commun, coopératives, GIE, brigades routières, etc.) intégrant les leçons tirées d'expériences dans la sous-région (OHADA, Agence de bassins versants, RECAO, etc.)	CNC, CRC, CRA	mars 2014
Procéder à la levée des réserves émises lors des réceptions technique et provisoire et surtout exécuter les travaux d'assainissement des chaussées et de protection des berges en amont des ouvrages et de l'enrochement en aval	CNC/CRC/Entreprises /Mission de contrôle et Comités de gestion	15 décembre
Accélérer, le processus de fourniture des équipements au niveau des comités villageois	CNC/CRC	10 décembre
Mettre en place les brigades d'entretien des routes (ou leur équivalent) dès la phase d'identification	CRC/GSC/ONG	15 décembre

G. Autres

103. **Implication du GATE.** La mission a noté avec satisfaction la qualité de la participation du coordinateur du GATE à la mission de supervision. C'est à partir de telles missions que le GATE et les équipes projet peuvent identifier des problématiques cruciales par composante ou sous composante sur lesquelles le GATE, par un appui permanent bien défini par des TdR partagés, peut améliorer la gestion des savoirs, la capitalisation et l'animation d'échanges thématiques au sein des projets. Cette production de connaissance approfondie de certains thèmes relatifs à leurs compétences est notamment essentielle des dynamiques et des processus qui échappent aux outils de SE classiques.

104. La mission recommande une plus grande intégration de l'équipe GATE dans les dispositifs projet avec des TdR clairs et un suivi continu de certaines thématiques dans une logique de capitalisation. Les domaines/activités suivantes sont proposés par la mission: (i) implication au niveau des mécanismes de financement des projets PASADEM et Ruwanmu (animation de la formation des CDAP à la logique des PDE et des MER); (ii) implication dans la capitalisation et la gestion des connaissances autour: des PDE, des *hadin gwiwa*, les liens avec la finance rurale, la gestion des infrastructures économiques, des CEPM (3 facteurs de production); (iii) la préparation et l'animation des réunions thématiques trimestrielles au niveau national entre CNC et CRC (définition de la thématique avec les CRC, documentation, etc.); préparation des missions de supervision par la production de documents techniques co-signés (GATE-équipe projet).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser une formation des membres du GATE aux approches PFN (bassins-pôles, SCRO, etc.)	GATE	fin novembre 2013
Etablir des TdR pour la capitalisation des thématiques spécifiques du PFN en intelligence avec les équipes projets	CNC, CRC, GATE	janvier 2014
Préparer les réunions thématiques trimestrielles en appui aux CNC/CRC et mission de supervision à venir	GATE, CNC	à partir de 2014

Achèvement des infrastructures rurales du PUSADER sur financement OFID

105. **Pistes rurales.** Un linéaire total de 70,80 km a été réhabilité sur 4 tronçons de pistes sur le réseau tertiaire dans les régions de Tahoua et Maradi. Les pistes de Kéhéhé - Boussaragué - Insafari (21,10 km) dans la région de **Tahoua** et de Golom – Angoual - Jimayé (8,7km) à **Maradi** sont achevées et provisoirement réceptionnées. Celles de Dan Jirgaou - Ourafane (22,9 km) et de Ourafane - Gararé (18,10 km) à **Maradi** sont en cours d'achèvement avec un taux de réalisation supérieur à 80%. Le planning actualisé de ces deux derniers tronçons, fixe la date de la réception provisoire au 15 décembre 2013.

106. **Puits.** 45 puits sont en cours de construction dont 18 à **Tahoua** et 27 à **Maradi**. Les taux de réalisation sont respectivement de 76,5% à Tahoua et 70,50% à Maradi. Le planning actualisé prévoit la mise en eau des puits et la réception provisoire avant la fin du mois de février 2013. Les comités de gestion des points d'eau sont déjà mis en place mais devront être renforcés notamment sur les aspects liés à la tarification de l'eau.

107. **Forages.** Le marché porte sur 31 forages à réaliser au niveau des deux régions de Tahoua et Maradi. Le taux d'exécution moyen des travaux est de 56,5% sur les deux lots. Les entreprises attributaires doivent être relancées notamment ECK qui a le plus faible taux d'avancement (47%) afin d'achever les travaux dans avant la fin février 2013.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser les réceptions provisoires des pistes rurales du PUSADER dans la région de Maradi	CNC/CRC	20 décembre 2013
Organiser les réceptions provisoires des ouvrages hydrauliques du PUSADER dans les régions de Maradi et Tahoua	CNC/CRC	février 2014

H. Conclusion

108. Au cours des huit premiers mois de son intervention, le projet s'est concentré sur la réalisation des activités préalables aux investissements en petite irrigation qui démarrent en 2014. Les actions prioritaires à mener dans les trois prochains mois en vue d'atteindre les résultats attendus liés à ces investissements comprennent principalement (i) la mise en place du nouveau dispositif de coordination du Ruwanmu; (ii) l'opérationnalisation du code de financement des microprojets; et (iii) la mise en place du dispositif commun d'exécution des pistes rurales. La montée en puissance des activités d'investissement du Ruwanmu permettra d'augmenter significativement le taux de décaissement des fonds du projet.

109. Le FIDA et le Gouvernement du Niger entérinent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Niger	No. du projet	1646	No. du prêt/don DSF	877
Projet	Ruwanmu Small-Scale Irrigation Project			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	27/11/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	1	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	Novembre 2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	Juillet 2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	21/09/2012			Coût total	25.65	
Accord	25/10/2012	Délai d'entrée en vigueur	5.0	FIDA Total	2.78	
Entrée en vigueur	19/02/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	1.78	22
Premier décaissement	20/03/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	1.00	20
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit		Financement national total	4.11	
Achèvement	31/03/2015			Government (National)	4.11	1
Clôture initiale	30/09/2018			Cofinancement total externe	18.76	
Clôture	30/09/2015			Spanish Fund	18.76	17
Nbre de prolongations	0					

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière		5	1. Qualité de la gestion du projet		4
2. Acceptabilité du taux de décaissement		4	2. Exécution du S&E		4
3. Fonds de contrepartie		5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution		4
4. Conformité à l'accord de financement		5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes		4
5. Conformité aux règles de passation des marchés		5	5. Lutte contre la pauvreté		4
6. Qualité et ponctualité des audits		4	6. Efficacité du ciblage		4
			7. Innovation et leçons apprises		4
			8. Prise en compte du climat et environnement		4
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
Petite irrigation		4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)		4
Renforcement capacités		4	2. Autonomisation		4
Infrastructures		4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires		4
			4. Adaptabilité des prestataires de services		4

5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	N/A
6. Possibilité réplique à plus grande échelle	N/A

B.5 Justification des notes

B.1: Gestion financière globalement satisfaisante. Taux de décaissement acceptable en 8 mois de mise en œuvre. Fonds de contrepartie disponibles mais travaux requérant la contrepartie non encore démarrés. Conformité à l'accord de financement et procédures de passation des marchés bien respectées. Recrutement du Cabinet d'audit en cours pour les exercices 2013, 2014 et 2015. B.2: Gestion du projet satisfaisante assurée par des équipes nationale et régionales dont les performances sont prouvées avec la gestion PAC2 et PUSADER. SSE opérationnel mais efforts requis pour l'animation des CRC et des partenaires d'exécution en SE. Taux d'exécution prévisionnel du PTBA au 31.12.2013 estimé à 80%. Bonne articulation entre la cellule de SE et les GSC qui a permis un début de ciblage effectif pour lutter contre la pauvreté: les groupes les plus vulnérables seront ciblés pour les travaux d'aménagement des BV. Stratégie genre disponible avec l'objectif d'atteindre une représentativité des femmes à hauteur d'au moins 30% dans les activités du Ruwanmu. Innovations du projet encore à leurs débuts (AUE et CEPM); il est encore précoce de tirer des leçons des activités du Ruwanmu. La conception du projet et sa logique d'intervention mettent en avant la prise en compte du climat et environnement à travers la gestion durable des ressources hydriques.

B.3: Produits et réalisations modérément satisfaisants. Etudes préalables bien avancées pour réaliser les premiers investissements en petite irrigation en 2014. Démarrage du renforcement des capacités de production avec la mise en place de 60 CEPM. Contacts pris avec les parties prenantes engagées dans les centres de collecte et les PDE pour établir les matrices de conditionnalités d'implantation des infrastructures de collecte et de commercialisation. Processus d'identification des pistes bien avancé en concertation avec les acteurs concernés.

B.4: A huit mois d'exécution du Projet, le renforcement des institutions est correctement pris en compte que ce soit au travers de conventions de collaboration (RECA/CRA) dans la mise en œuvre ou de renforcement des STD pour les fonctions de contrôle qualité. Les stratégies d'autonomisation des acteurs organisés sont bien pris en compte dès le lancement des appuis en veillant à les rattacher à des dispositifs existants (fédérations, cadre de concertation). La participation des bénéficiaires est de bon niveau dans la mise en œuvre des activités. Cette participation ne devrait qu'augmenter avec le lancement des cadres de consultation locaux. Les prestataires de services ont été contractualisés sur une durée de deux ans, ce qui leur a permis d'investir dans des dispositifs d'animation de qualité avec une gestion axée sur les résultats. La logique de l'intervention est déjà une mise à l'échelle des leçons tirées des projets précédents (PUSADER, IRDAR/RCI) et elle garde à l'esprit la réplique sur les différents PDE des trois régions concernées.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers		4
C.2 Sécurité alimentaire		4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)		4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'avancement global de l'exécution du projet est satisfaisant. En prenant en considération les activités planifiées en novembre et décembre 2013, le taux d'exécution physique pourrait atteindre 80% en fin d'année. Avec le démarrage, au cours de l'année 2014, des investissements en petite irrigation (PI) et en infrastructures, le taux de décaissement prévisionnel est estimé à au moins 40% en fin décembre 2014 si le PTBA 2014 est exécuté à 80%.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4
---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

La mise en place en cours des CEPM couplée avec la réalisation des investissements en PI prévus en 2014 indique qu'il y a une très forte probabilité de réaliser les premiers effets et impacts du projet, notamment l'augmentation de la productivité des surfaces irriguées et l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations concernées.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires: Les avances de fonds au personnel pour l'exécution des activités de terrain comportent des risques financiers et physiques, et grèvent la trésorerie du Projet	
Avancement de l'exécution du projet: Pas de risque majeur	
Produits et réalisations: Difficulté de relever le défi de la gestion sociale de l'eau (particulièrement l'eau souterraine) par des utilisateurs qui n'en n'ont pas l'expérience	
Durabilité: La subvention à 100% de l'acquisition d'équipements (motopompes) n'assure pas la durabilité économique des investissements réalisés. Ce risque est toutefois mitigé par l'épargne obligatoire préalable à l'obtention de ces équipements	

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Installation des piézomètres 15 avril 2014	Accélérer le démarrage des travaux piézométriques		Au plus tard le
Mise en place des AUE	Organiser des ateliers régionaux de concertation des parties prenantes sur la gestion durable de l'eau à l'échelle des bassins versants		Février 2014
Démarrage des investissements en PI 2013 et janvier 2014	Finaliser le code de financement et identifier les premiers MP		Décembre
Mise en place des centres de collecte et PDE 2013	Lancer les plateformes locales de concertation autour des sites identifiés avec l'implication des parties prenantes dans le dispositif de production et commercialisation		Décembre
Renforcement du dispositif de coordination 2013	Accélérer les procédures de recrutement du personnel additionnel		Décembre
Mise en place du dispositif commun d'exécution 2013	Inscrire dans le PTBA 2014 une contribution de 85 millions de FCFA pour la mise en place du dispositif commun d'exécution des pistes		Novembre

Observations supplémentaires

La prochaine mission de supervision aura lieu en avril 2014.

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif principal:			
Améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	<ul style="list-style-type: none"> ○ Taux de malnutrition infantile réduit dans les communes ciblées**+ (réduction % des enfants en insuffisance pondérale, chroniquement mal nourris et en malnutrition aigüe) ○ -Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens des ménages ciblés * ○ -80% des ménages ciblés ont amélioré leur sécurité alimentaire (réduction du nombre de mois de la période de soudure)*^d 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Etudes d'impact par rapport à la situation de référence, dont SYGRI ○ Enquêtes INS ○ Rapport UNICEF et PAM 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Stabilité politique ○ La stratégie de l'initiative 3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA ○ Mécanismes conjoints (GdN et PTF) performants de gestion des crises
Objectif de développement du Projet: Augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux dans 30 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder			
Effet 1: Effet escompté 1: La productivité des surfaces irriguées est augmentée durablement et les capacités locales de gestion durable de la ressource hydrique sont renforcées	<p>Efficacité:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 6 835 ha de périmètres d'irrigation aménagés ou remis en état* ○ 3 300 ha de terre améliorés (sur bassins versants) par des mesures de préservation des sols et de l'eau* ○ 60% producteurs/trices agricoles faisant état d'une augmentation de leur production/rendement**+ (Augmentation des rendements d'au moins 20% en moyenne) <p>Durabilité: (après 3 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 90% des infrastructures en service (puits, forages)* ○ 90% groupes de GRN opérationnels/fonctionnels (AUE, etc.)* ○ 80% des 1200 entreprises en activité (MER)*+ ○ 3 CRA publient les lettres d'informations techniques saisonnières et organisent 3 événements annuels ○ 100% des BI mises en place sont opérationnelles 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Enquêtes de suivi et d'impact, SYGRI ○ Etudes thématiques ○ Rapports des opérateurs ○ Rapports des STD (Agriculture, GR, hydraulique, DAC/POR, Code Rural, etc.) ○ Rapports et études du RECA et des CRA 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région ○ Conditions climatiques favorables ○ Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables ○ Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation
Produits: 1.1: La gestion durable des ressources hydriques et foncières est améliorée sur les 1 800 ha déjà aménagés et les 5 035 ha nouveaux 1.2: Les capacités de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des bénéficiaires sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> ○ 30 groupes de gestion des ressources créés/consolidés* (AUE et brigades protection des bassins versants) et avec au moins 30% de femmes dans leurs instances de direction* ○ Au moins 5 000 actes fonciers rédigés/octroyés (par type)+ ○ 1 088 CEPM mis en place ○ 17 500 jardins de case équipés+ ○ 20 boutiques d'intrants établies et gérées par une OP de manière économiquement viable et transparente ○ 3400 personnes formées en alphabétisation fonctionnelle+° 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rapports des prestataires ○ Registres/PV des Comités départementaux d'analyse des microprojets (CDAP) ○ Bilan et CEG des OP audités et approuvés en AG 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Disponibilité d'intrants de qualité ○ Prix économiques des intrants et le prix de d'exportation de l'oignon stables (cf. annexe 10.1) ○ Demande solvable de services/ produits fournis par les MER
Effet 2: L'acheminement des produits issus de la petite irrigation et leur	<p>Efficacité:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ 60% des producteurs/trices appuyés utilisent les plateformes de collecte et comptoirs ○ Diminution de 15% des pertes liées au transport et au stockage 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Cahiers de gestion des plateformes et comptoirs ○ Etudes thématiques ○ Rapports des prestataires de 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Les communes délèguent la maîtrise d'ouvrage aux OP/GIE et réinvestissent une partie des taxes perçues dans l'entretien périodique des infrastructures économiques

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
commercialisation est amélioré	Durabilité: (après 3 ans) <ul style="list-style-type: none"> ○ 80% des brigades communales d'entretien routier sont opérationnelles* (avec barrières de pluies fonctionnelles) en articulation avec les communes ○ 80% d'infrastructures de commercialisation, de transformation, de stockage en service* (par type) 	services <ul style="list-style-type: none"> ○ Plans d'action des OP/GIE 	
Produits: 2.1: Les pistes rurales de désenclavement des zones de production sont réhabilitées /construites 2.2: Les infrastructures communautaires de collecte et commercialisation des produits agricoles sont construites dans les lieux de concentration des productions	<ul style="list-style-type: none"> ○ 150 km de pistes rurales construites/remises en état* ○ 30 brigades communales d'entretien routier équipées ○ 30 barrières de pluies construites et équipées ○ 32 installations de commercialisation aménagées et/ou remises en état* (2 comptoirs oignon/canne à sucre et 30 plateformes de collecte et de négoce) 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rapports des prestataires de services ○ Rapport de suivi des STD (DRA/GR) ○ PDC/PIA 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fonds d'entretien routier opérationnel ○ Partenariat Public Privé soutenu par les communes

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Produire des éléments de communication de l'approche du RUWANMU (présentation, blog, brochures...)	Décembre 2013	GATE, SE, CNC	
	Vulgariser et partager systématiquement la logique d'approche du RUWANMU avec toutes les parties prenantes (partenaires, autorités, SCRO)	Janvier 2014	CNC, GATE, CRC	
	Privilégier le redéploiement du personnel en place dans les projets FIDA puis accélérer les procédures de recrutement du personnel additionnel du nouveau dispositif de coordination du projet tant au niveau national que régional	Immédiat	CNC	
	<i>Ciblage</i> : présentation / localisation systématique des activités selon la logique de bassins de production et de pôles de développement économique (PDE)	Immédiat et continu	Equipe de SE, tous	
	<i>Suivi-évaluation</i> : Suivre et analyser les dynamiques d'acteurs, territoriales et économiques (approche <i>Ruwanmu</i>) avec des outils de gestion des savoirs	Immédiat et continu	Equipe de SE et GATE	
Produits				
Composante 1				
Sous-Composante 1.1	Soumettre les TdR-DGGR études potentiel irrigable au FIDA pour avis de non objection	30 novembre 2013	CNC	
	Soumettre les TdR- complémentaires + Projet de convention pour le cabinet Géo-Conseil pour avis de non objection au FIDA	30 décembre 2013	CNC	
	Démarrer les études complémentaires par Géo-Conseil	15 janvier 2014	CNC	
	Réunion tripartite, définition des rôles et responsabilités et finalisation des TdR- annexés au projet de Convention	30 novembre 2013	CNC/DGGR/DGH	
	Signature du projet de convention tripartite	30 décembre 2013	CNC/DGGR/DGH	
	Finalisation de l'inventaire, identification des piézomètres et lieux d'implantation	31 janvier 2014	DGGR/DGH	
	Préparation et passation de marché	30 mars 2014	CNC	
	Début de réalisation des travaux piézométriques	15 avril 2014	CNC	
	Elaboration de manuel d'urgence des AUE	15 décembre 2013	RECA/CRA	
	Mise en place de l'unité pilote de Falki	janvier- février – mars 2014	RECA/CRA	
	Ateliers régionaux de concertation des parties prenantes sur la gestion durable de l'eau à l'échelle des bassins versants	Janvier – février 2014	CNC/CRC/RECA/CRA	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Rapports provisoires d'inventaire BV	15 décembre 2013	CNC/CRC/Consultants	
	Recruter les ONG spécialisées en aménagements des BV	28 février 2014	CNC/CRC	
	Signature des conventions avec les SFD	avant 15 mars 2014	CNC/CRC	
	Début réalisation des travaux d'aménagements des BV	15 mars 2014	CNC/CRC	
	Démarrer la sélection des 1100 binômes bénéficiaires pour les kits d'irrigation	plus tard 15 janvier 2014	CRC/GSC/RECA/CRA	
	Monter et approuver les dossiers des MP	plus tard 20 février 2014	CRC/GSC/CDAP	
	Recruter entreprises artisans foreurs et signature de contrat	plus tard 1 ^{er} avril 2014	CNC	
	Débuter les travaux de petite irrigation	plus tard 15 avril 2014	CNC/CRC	
Sous-Composante 1.2	Valoriser les savoir et savoir-faire paysans qui doivent être reconnus comme tels au sein des CEPM en restreignant l'utilisation permanente du terme d' « apprenant », qui semble placer le producteur dans une position inférieure	Immédiat	CNC, CRC, (dans les 3 régions)	
	Assurer en permanence l'accompagnement et la formation technique des animateurs GSC/ONG pour (i) favoriser les échanges au sein du CEPM et entre CEPM qu'ils ont la charge d'animer et (ii) répondre aux questionnements techniques des CEPM (lutttes parasitaires, accès aux pesticides homologués..)	Immédiat	GSC/ONG, CRC, STD	
	Accompagner les leaders des CEPM à participer aux cadres de concertation locaux animés par la CRA	Janvier 2014	GSC/ONG	
	Consigner dans un registre du CEPM les observations relatives aux trois facteurs de production en bi-langue (français+ langue+ dessins schématiques). Ces informations serviront de base à la rédaction d'une lettre d'information (bi-langue/dessins/photo) que les GSC/ONG feront circuler entre les différents CEPM qu'ils accompagnent	Immédiat	GSC/ONG, GATE	
	Dresser l'inventaire des pôles de collecte devant abriter les infrastructures économiques d'appui à la production (BI, CC)	Janvier 2014	CRC, CRA (dans les 3 régions)	
	Animer au niveau des bassins de collecte des plateformes de concertation locale (Hadin gwiwa) qui rassemblent les acteurs organisés locaux (coopératives existantes, groupement divers, CEPM...) pour y débattre des thèmes affectant le maraîchage (i) gestion de l'eau: voir émergence des AUE; (ii) services marchands d'appui à la production (intrants, collecte); (iii) maintenance des infrastructures économiques (pistes, centre de collecte)	Janvier 2014	CRA	
	Visiter des sites aménagés par CRAC-GRN en invitant des participants des CRC Tahoua et Maradi afin de mieux cibler les	Décembre 2013	CRC Zinder, GATE	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	objectifs atteignables de cette activité			
	Finaliser les TdR pour recruter l'ONG CRAC-GRN en tenant compte du contexte du Ruwanmu (i) localisation (éventuellement regroupée) hors des lieux de résidence pour y éviter la prolifération des moustiques liée à tout système irrigué (ii) versement d'une cotisation de 5000FCFA dans une caisse gérée par un groupement de bénéficiaires (iii) lancement de pépinières pilotes (dans au moins 10% des implantations) pour tester la production de plants maraîchers pouvant approvisionner les périmètres maraîchers voisins et permettre ainsi aux femmes vulnérables d'avoir un revenu supplémentaire durable lié aux systèmes de production maraîchers.	Décembre 2013	CNC, CRC, GATE	
	Amender les contrats signés avec les GSC/ONG pour y inclure l'activité micro-irrigation qui devra comprendre les moyens supplémentaires nécessaires: au moins 2 animatrices/teurs supplémentaires par partenaire.	Janvier 2014	CNC/CRC	
	Prendre en compte les aspects nutritionnels de manière intégrée: qualité et quantité des rations (pour les enfants et pour adultes), temps de travail des femmes, conditions sanitaires en renforçant les opérateurs (GSC, ONG) avec des appuis spécifiques (projet, GATE ou prestataires spécialisés)	Février 2014	CRC	
	Sensibiliser et former les acteurs impliqués dans l'identification et la sélection des MER pour qu'ils intègrent le changement de paradigme	1 ^{er} trimestre 2014	CNC/CRC, appui des GATE	
	Inclure dans les termes de références des opérateurs d'alphabétisation la traduction des documents ayant trait au CEPD (ou aux autres groupes bénéficiaires) en langue (principalement en Haoussa)	Janvier 2014	Chargée genre CRC, GATE	
	Etablir des contrats de collaboration avec les fédérations régionales en s'inspirant de ceux actuellement en cours de négociation entre le PASADEM et les fédérations régionales dans la région de Maradi	Février 2014	CRC, CRA	
	Animer des plateformes de concertation de tous les acteurs économiques au niveau des pôles de développement économiques potentiels dans les régions de Tahoua et Zinder.	Janvier 2014	CRC Tahoua et Zinder, CRA	
	Identifier les centres de collecte par pôle de développement économique pour permettre une utilisation optimale des infrastructures économiques (centre de collecte, pistes, marchés de demi-gros)	Février 2014	CRC Maradi, Tahoua et Zinder	
	Assurer une intervention en intelligence (au minimum une réunion mensuelle de coordination des parties prenantes) entre la CRC Maradi et le PASADEM sur le PDE de Djirataoua qui doit devenir un débouché pour les centres de collecte des bassins de production autour de Maradi.	Immédiat	CRC Maradi	
	Etablir une feuille de route des activités à mettre en œuvre	Mars 2014	RECA	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Composante 2				
Sous-Composante 2.1	Programmer en priorité, la réalisation des travaux routiers dans la région de Zinder pendant que les chantiers du PUSADER/OFID se poursuivent et s'achèvent convenablement à Tahoua et Maradi.	Immédiat et continu	CNC/CRC, RVPR ⁸	
	Poursuivre les travaux d'animation et de sensibilisation autour des travaux d'infrastructures pour une meilleure cohésion sociale qui permettra de garantir la durabilité	Immédiat et continu	CRC, RVPR	
	Affiner les choix des tracés avec la participation de personnes ressources locales et en prenant en compte les leçons tirées des chantiers du PUSADER	Immédiat et continu	CRC, RVPR	
	Prendre en compte les leçons apprises des chantiers du PUSADER /OFID en mieux maîtrisant les tracés, les délais et les coûts et assurer un contrôle assidu des chantiers	Immédiat et continu	CNC/CRC/contrôleur, RVPR	
	Inscrire dans le PTBA 2014 une contribution de 85 millions de FCFA pour la mise en place du dispositif commun d'exécution des pistes rurales hors ligne financement travaux	Immédiat	CNC	
Sous-Composante 2.2	Poursuivre le processus de concertation entre acteurs au tour des comptoirs de commercialisation et des centres de collectes afin d'arriver à des choix consensuels sur les sites d'implantation, le dimensionnement et le design des infrastructures.	Immédiat et continu	CNC /CRC/RECA/CRA	
Etat d'avancement d'exécution du projet	Organiser des réunions mensuelles de coordination opérationnelle au niveau de chaque CRC avec tous les partenaires régionaux. Des experts du GATE peuvent être invités pour leur permettre d'apporter une contribution spécifique et suivre des processus de capitalisation.	Immédiat et continu	CRC	
	Organiser une rencontre trimestrielle des trois CRC sous l'égide de la CNC de manière tournante soit une réunion par an par site (y compris Niamey) et profiter de la tenue de cette réunion de coordination pour effectuer des réflexions thématiques basées sur des cas concrets de terrain capitalisés par les CRC avec un appui du GATE en amont de la rencontre.	Janvier 2014	CNC, CRC, GATE	
	Engager les procédures de construction des sièges du programme dans les régions de Tahoua et Zinder	Immédiat	CNC/CRC	
	<i>Ressources humaines:</i> recrutement d'un assistant de SE pour la CNC pour permettre une plus grande présence sur le terrain du responsable SE national	Début 2014	CNC	
	<i>Suivi agronomique:</i> réviser les TdR avec les DRA sur la base des recommandations de la mission (suivi des 3 facteurs de production)	Fin 2013	Equipe de SE	
	Préciser l'appui du GATE pour le développement d'outils de capitalisation avec des TdR clairs pour 2014	Fin 2013	Equipe de SE, équipe GATE	

⁸ Responsable Volet Pistes Rurales

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
	Finaliser le code de financement des MP et partager le manuel révisé avec les acteurs de mise en œuvre	Décembre 2013	CNC	
	Etablir une matrice de conditionnalités pour sélectionner les MER	Janvier 2014	CNC/CRC Consultation SFD/banques	
	Identifier les premiers microprojets de PI en intégrant les conclusions de l'étude sur le potentiel hydrique lorsqu'elles seront disponibles	Janvier 2014	GSC	
	Approbation des premiers MP sur la PI	Février 2014	CDAP/CRC	
	Sensibiliser les prestataires et les membres du CDAP à la logique des MER	Février 2014	CNC/CRC, appui GATE	
	Ouvrir les CDAP aux <i>hadin gwiwa</i> et aux CRA comme observateurs	Immédiat et continu	CNC/CRC	
	Inclure l'accès aux informations des comptes d'épargne bloquée dans les accords avec SFD/banques et les conventions de cofinancement	Continu	CNC/CRC	
	Suivre les dynamiques entre demande (producteurs maraîchers, MER) et offre de services financiers ruraux	Courant 2014	Equipes SE, GATE	
	Réunir le comité de pilotage pour l'organisation du forum paysan transrégional et dresser une feuille de route basée sur un retro planning à partir du 7 février 2014	Immédiat	GATE, RECA, CNC	
	Distribuer les aide-mémoire de supervision de projet aux CR	Immédiat	CRC	
Aspects fiduciaires	Diminuer le risque exposé par la gestion des avances sur mission en responsabilisant les CRC et la systématisation des cartes prépayées de carburants	Janvier 2014	RAF	
	Mettre en place un PPM détaillé qui prend en compte toutes les phases de la procédure de passation des marchés et servant de tableau de bord pour le suivi des marchés pour la coordination des projets	Janvier 2014	RAF/SPM	
	Prendre contact et négocier avec la BIA un taux rémunérateur du compte désigné.	Janvier 2014	CNC /RAF	
	Assurer l'archivage électronique et physique des documents des études générales, marchés et la comptabilité des projets FIDA en cours d'exécution ou de clôture.	Avril 2014	CNC/RAF	
	Affiner le PTBA 2014 provisoire	Immédiat	CNC/RAF	
	Présenter un rapport d'activité trimestriel faisant le lien entre les exécutions physiques et financières et les budgets trimestriels, le PPM et le plan de trésorerie.	1 ^{er} trimestre 2014	RNSE/RAF	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Durabilité	Etablir les TdR d'un conseil juridique sur la base d'un inventaire critique des cadres juridiques existants propres aux différents types d'organisations de la société civile rurale soutenues dans le cadre du projet (AUE, COGES, groupement d'utilisation d'équipement en commun, coopératives, GIE, brigades routières, etc.) intégrant les leçons tirées d'expériences dans la sous-région (OHADA, Agence de bassins versants, RECAO, etc.)	Mars 2014	CNC, CRC, CRA	
	Procéder à la levée des réserves émises lors des réceptions technique et provisoire et surtout exécuter les travaux d'assainissement des chaussées et de protection des berges en amont des ouvrages et de l'enrochement en aval	15 décembre 2013	CNC/CRC/Entreprises /Mission de contrôle et Comités de gestion	
	Accélérer, le processus de fourniture des équipements au niveau des comités villageois	10 décembre 2013	CNC/CRC	
	Mettre en place les brigades d'entretien des routes (ou leur équivalent) dès la phase d'identification	15 décembre 2013	CRC/GSC/ONG	
Autres	Organiser une formation des membres du GATE aux approches PFN (bassins-pôles, SCRO, etc.)	Fin novembre 2013	GATE	
	Etablir des TdR pour la capitalisation des thématiques spécifiques du PFN en intelligence avec les équipes projets	Janvier 2014	CNC, CRC, GATE	
	Préparer les réunions thématiques trimestrielles en appui aux CNC/CRC et mission de supervision à venir	A partir de 2014	GATE, CNC	
	Organiser les réceptions provisoires des pistes rurales du PUSADER dans la région de Maradi	20 décembre 2013	CNC/CRC	
	Organiser les réceptions provisoires des ouvrages hydrauliques du PUSADER dans les régions de Maradi et Tahoua	Février 2014	CNC/CRC	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Sous-composante	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif préévaluation	%
Composante 1: Expansion et renforcement durable système de petite irrigation								
Sous-composante 1.1: Accès et gestion durable des ressources hydriques et foncières	Etude d'actualisation du potentiel irrigable	Nombre	2	0	0	0	2	0
	Etudes actualisation du potentiel irrigable	Nombre	2	0	0	0	2	0
	Piézomètres mis en place	Nombre	300	0	0	0	300	0
	Recrutement d'un opérateur pour les AUE	Nombre	1	1	100%	1	1	100%
	Groupes de GRN créés/consolidés (mise en place AUE)	Nombre	30	0	0	0	30	0
	Atelier de concertation des AUE	Nombre	1	0	0	0	-	0
	Mise en place/dynamisation et formation des COFOs	Nombre	30	0	0	0	30	0
	Identification et proposition d'aménagements des bassins versants	Nombre	1	0	0	0	-	0
	Personnel des prestataires de services formé (CRA, GSC, ONG)	Homme	-	31	-	31	48	65%
		femme	-	2	-	2	21	10%
	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés (STD, communes)	Homme	-	53	-	53	59	90%
		femme	-	4	-	4	25	16%
Sous composante 1.2: Renforcement des capacités de production, d'activité de poste récoltes et de commercialisation	Personnel des prestataires de services formé (par type et thèmes dont le Genre) (SE)	Nombre	-	56	-	56	200	28%
		femme	-	12	-	12	60	20%
		Homme	-	44	-	44	140	31%
	Champs écoles maraîchers mis en place	Nombre	90	60	67%	60	1,088	6%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombre	2,250	1,522	68%	1,522	27,200	6%
	Kits micro-irrigation (jardins de case)	Nombre	2,000	0	0	0	17,500	0
	Microprojets MER financés par type	Nombre	9	0	0	0	1,200	0
	Voyage en Tanzanie sur les marchés ruraux	Nombre	1	1	100%	1	2	50%

Sous-composante	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%	Progrès effectif global	Objectif préévaluation	%
Composante 2: Développement d'infrastructures économiques								
Sous composante 2.1: Réhabilitation /construction de pistes rurales de désenclavement zone de production	Identification et proposition de pistes à réhabiliter	Nombre	2	2	100%	2	-	-
	Etudes techniques de faisabilité	Nombre	1	0	0	0	-	0
Sous composante 2.2: Infrastructures communautaires de collecte et de commercialisation des produits agricoles	Identification et proposition	Nombre	1	0	0	0	-	0
	Etudes techniques de faisabilité	Nombre	1	0	0	0	-	0
	Etat des lieux, analyse de la fonctionnalité des anciens comptoirs	Nombre	1	1	100%	1	1	100%
	Processus d'ingénierie sociale	Nombre	1	0	0	0	-	-
Composante 3: Gestion Coordination, Suivi Evaluation et Dialogue politique								
Sous composante 3.1: Gestion administrative et financière	Personnel du projet forme CNC/CRC (comptabilité)	Nombre	-	6	-	6	-	-
	Personnel recruté	Nombre	8	11	138%	11	8	138%
		Homme	6	9	150%	9	6	150%
		Femme	2	2	100%	2	2	100%
Sous composante 3.2: Suivi Evaluation et Communication	Etudes d'impact SYGRI	Nombre	1	1	100%	1	2	50%
	Etudes d'effets/impacts complémentaires	Nombre	1	0	0%	0	2	0%
	Atelier de lancement du projet	Nombre	1	1	100%	1	1	100%
	Formation en communication et genre	Nombre	6	6	100%	6	-	-
	Ateliers bilans et planifications participatives	Nombre	2	2	100%	3	10	30%
	Missions de revues externes	Nombre	2	1	50%	1	4	25%
	Personnel du Projet (CNC/CRC) formé (en SE)	Homme	9	9	100%	9	-	-
		Femme	2	2	100%	2	-	-
Sous composante 3.3: Gestion de Savoir et Dialogue politique	Appui au programme FIDA	Nombre	1	1	100%	1	-	-
	Appui à l'I3N	Nombre	1	0	0	0	-	-
	Participation aux cadres de concertation	Nombre	-	4	-	4	160	3%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie (Financement initial)

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds en USD au 31 octobre 2013

1 USD = 506,72903 FCFA

1 DTS = 1,50077 USD

Bailleur de fonds	Pré évaluation	Décaissements	Pourcentage décaissé
Prêt FFE	18 307 104,18	3 035 178,02	16,58%
Prêt FIDA	1 755 900,91	394 688,24	22,48%
Don FIDA	983 004,37	197 344,13	20,08%
Etat du Niger	4 113 900,00	35 651,24	0,87%
TOTAL	25 159 909,46	3 662 861,63	14,56%

NB: Le montant de Pré évaluation est actualisé au cours de dollars/DTS (LGS du 31 octobre 2013)

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 31 octobre 2013

1 USD = 450 FCFA

	Prêt FFE			Prêt FIDA			Don du FIDA			Etat Niger			Total		
		Réalisé			Réalisé			Réalisé			Réalisé			Réalisé	
Composante	Pré-évaluation	effective	%	Pré-évaluation	effective	%	Pré-évaluation	effective	%	Pré-évaluation	effective	%	Pré-évaluation	effective	%
Composante A	11 796 300	274 791	2%	1 006 600			999 700			3 041 900	4 122	0,14%	16 844 500	278 913	2%
Composante B	3 932 600	10 321	0,26%	774 700						915 900		0,00%	5 623 200	10 321	0%
Composante C	3 028 500	792 861	26%	-						156 000	31 529	20,21%	3 184 500	824 390	26%
Total	18 757 400	1 077 973	6%	1 781 300	-	0%	999 700	-	0%	4 113 800	35 651	0,87%	25 652 200	1 113 624	4%

Le montant de pré évaluation retenue sur le tableau 5B est celui indiqué dans le document du projet: 1USD =450 FCFA.

TABLEAU 5C: Décaissement sur le prêt FFE (Situation au 31 Octobre 2013)

		1,307	655,957								
CATEGORIE		MONTANT ALLOUE AU PRÊT			DEBOURSE (cf Status Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 31/10/ 2013			Solde disponible			
		Euros	USD	CFA	Euros	USD	CFA	Euros	USD	CFA	TAUX %
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0,00	0	1 829 388,21	2 368 129,50	1 200 000 000	-1 829 388,21	-2 368 129,50	-1 200 000 000	
1	Génie Civil et Rural	5 850 000,00	7 649 754,25	3 837 348 450	0,00	0,00	0	5 850 000,00	7 649 754,25	3 738 976 977	0,00%
2	Biens, véhicules et équipements	2 500 000,00	3 269 125,75	1 639 892 500	82 233,74	111 558,58	53 941 797	2 417 766,26	3 157 567,17	1 585 950 703	3,29%
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	3 000 000,00	3 922 950,90	1 967 871 000	251 717,06	341 480,25	165 115 568	2 748 282,94	3 581 470,65	1 791 795 054	8,39%
4	Salaires et couts de fonctionnement	1 250 000,00	1 634 562,87	819 946 250	157 754,04	214 009,69	103 479 868	1 092 245,96	1 420 553,18	715 577 629	12,62%
5	Non alloué	1 400 000,00	1 830 710,42	918 339 800	0,00	0,00	0	1 400 000,00	1 830 710,42	918 397 825	0,00%
TOTAUX		14 000 000,00	18 307 104,18	9 183 398 000	2 321 093,05	3 035 178,02	1 522 537 233	11 678 906,95	15 271 926,16	7 550 698 188	16,58%

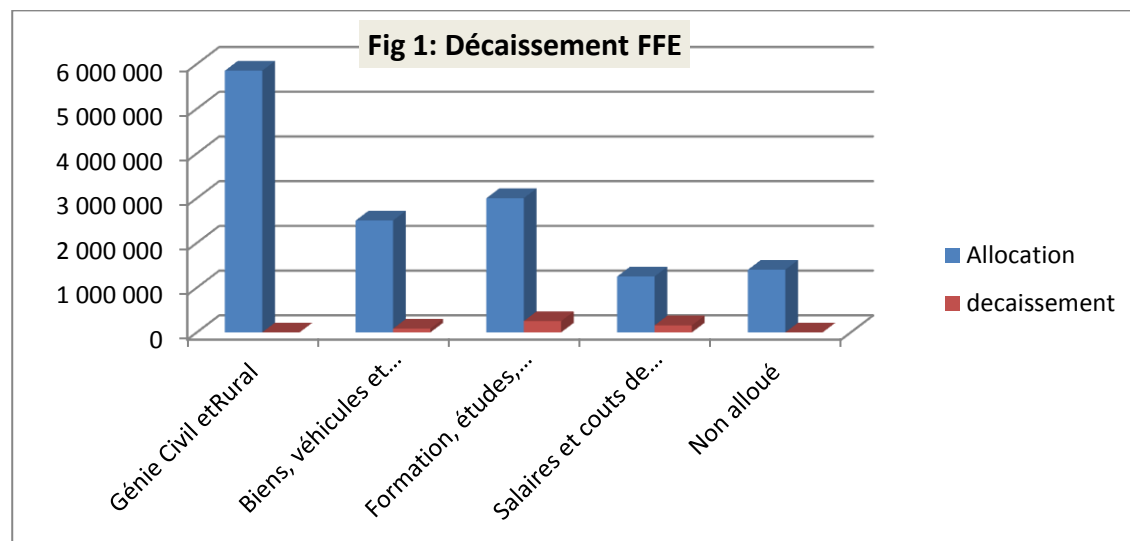


TABLEAU 5C: Décaissement sur le prêt FIDA (Situation au 31 Octobre 2013)

		1,500770009	760,483773								
CATEGORIE		MONTANT ALLOUE AU PRÊT			DEBOURSE (cfStatus Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 31/10/2013			Solde disponible			
		DTS	USD	CFA	DTS	USD	CFA	DTS	USD	CFA	TAUX %
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0,00	0	262 990,49	394 688,24	200 000 000	-262 990,49	-394 688,24	-200 000 000	
1	Génie Civil et Rural	1 170 000,00	1 755 900,91	889 766 014	0,00	0,00	0	1 170 000,00	1 755 900,91	889 766 014	0,00%
	TOTAUX	1 170 000,00	1 755 900,91	889 766 014	262 990,49	394 688,24	200 000 000	907 009,51	1 361 212,67	689 766 014	22,48%

TABLEAU 5C: Décaissement sur le don FIDA (Situation au 31 Octobre 2013)

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE AU PRÊT			DEBOURSE (cfStatus Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 31/10/2013			Solde disponible			
		DTS	USD	CFA	DTS	USD	CFA	DTS	USD	CFA	TAUX %
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0,00	0	131 495,25	197 344,13	100 000 000	-131 495,25	-197 344,13	-100 000 000	
1	Génie Civil et Rural	450 000,00	675 346,51	342 217 685	0,00	0,00	0,00	450 000,00	675 346,51	342 217 685	0,00%
2	Biens, véhicules et équipements	65 000,00	97 550,05	49 431 443	0,00	0,00	0,00	65 000,00	97 550,05	49 431 443	0,00%
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	75 000,00	112 557,75	57 036 281	0,00	0,00	0,00	75 000,00	112 557,75	57 036 281	0,00%
5	Non alloué	65 000,00	97 550,05	49 431 443	0,00	0,00	0,00	65 000,00	97 550,05	49 431 443	0,00%
	TOTAUX	655 000,00	983 004,37	498 116 852	131 495,25	197 344,13	100 000 000	523 504,75	785 660,24	398 116 852	20,08%

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section E -1 de l'accord de financement	Aucun décaissement ne sera effectué avant: a) Etablissement du Comité de Pilotage b) Attribution des fonctions de l'équipe du Projet (CNC et CRC) c) Approbation du manuel d'exécution du projet	Démarrage	Arrêtés création du comité de Pilotage et attributions des fonctions de l'équipe du projet disponible au démarrage du projet; Manuel d'exécution approuvé est disponible au démarrage	Disposition respectée
Section E -2	L'accord de financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	Accord de financement ratifié par l'emprunteur	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un compte désigné à Niamey et 3 sous comptes opérationnels (Maradi, Tahoua et Zinder) ont été ouverts à la BIA Niger	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2013 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2012 approuvé le 21 décembre 2012 par le FIDA	Disposition respectée
Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Contrats d'assurance tous risques conclus pour les véhicules et le bâtiment utilisés dans le cadre du Projet et assurance maladie pour le personnel du projet Pour les travaux, les DAO contiennent une clause « assurances »; cette clause sera reprise dans les contrats	Disposition respectée
	La CNC prépare annuellement un projet de travail et de budget transmis au Fonds pour non objection	Chaque année	PTBA 2013 approuvé par le Comité de Pilotage et ANO du FIDA en décembre 2012. Draft du PTBA 2014 disponible	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestrielle ment	Rapport envoyé.	Disposition respectée
Section 8.03b	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	2015		Disposition non encre échue
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2014	Recrutement de l'auditeur en cours. Evaluation des offres techniques transmise au FIDA qui a donné l'ANO le 25/11/2013.	Disposition respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Au stade actuel de l'exécution du projet, il est encore précoce de tirer des leçons des activités réalisées par Ruwanmu qui est dans sa première année de mise en œuvre. Cependant, le projet enregistre déjà un acquis majeur dans le domaine de la gestion qui mérite d'être capitalisé. Il s'agit de la contractualisation des partenaires d'exécution sur base des résultats. En effet, à l'inverse des pratiques antérieures, notamment dans le cadre de l'exécution du PUSADER, les contrats avec les GSC/ONG et d'autres partenaires d'exécution (CRA/RECA) ne sont pas basés sur les activités à réaliser mais plutôt sur les résultats à atteindre.

La mission a noté par ailleurs que le renforcement des capacités de production, d'activités de post-récolte et de commercialisation se concrétise autour des cinq priorités stratégiques du renforcement de la société civile rurale organisée (SCRO) du programme au Niger du FIDA (PFN) dans les domaines de (i) la solidarité sociale et de la production (jardins de case, binômes d'équipement d'irrigation), (ii) l'appui conseil en maraîchage et petite irrigation (60 CEPM en cours), (iii) des services marchands d'appui à la production (coopératives/ fédérations régionales gérant boutiques d'intrants et centre de collecte), (iv) de la gestion des infrastructures économiques et des ressources naturelles (GIE, AUE, COGES RN, Brigades routières) et (v) du dialogue politique régional (CRA) et national (RECA, forum paysan). L'opérationnalisation de cette approche mérite également d'être capitalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution du projet afin de tirer des leçons pour sa mise à l'échelle.

Innovation

Associations des usagers de l'eau (AUE). La structure AUE proposée dans le cadre du Ruwanmu à l'échelle d'un bassin versant constitue une innovation du projet. Elle reposera sur deux piliers: (i) l'autorité du bassin versant (comprenant usagers et autorités publiques), et (ii) les associations d'usagers de l'eau (irrigation, élevage, domestique, industriel) subdivisées en unités territoriales⁹ d'exploitants des eaux. Cette structure permettra une implication des usagers dans la gestion durable des ressources hydriques en collaboration avec les communes concernées.

Champs écoles paysans maraîchers (CEPM). L'expérience des champs écoles paysans (CEP) n'est pas nouvelle au Niger. Plusieurs projets antérieurs au Ruwanmu, particulièrement le PPILDA, ont développé des CEP mais ceux-ci étaient axés sur les cultures pluviales. Le développement à grande échelle des CEPM est une innovation du Ruwanmu. Les CEPM sont conçus comme des lieux d'échanges qui doivent être reproduits par les producteurs lorsqu'en saison 2 ils deviendront eux-mêmes animateurs de nouveaux CEPM. La mission a noté que les GSC/ONG ont réussi à impliquer dans les CEPM des producteurs/productrices avec une expérience certaine et notamment en faisant le lien avec l'intervention du PUSADER afin de mieux utiliser et gérer les investissements réalisés avec l'appui de ce projet.

⁹ L'unité territoriale correspond à un site sur lequel les exploitants dépendent d'un même point d'eau utilisée